

REVUE DE PRESSE

25 juin 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias* sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

III IMMIGRATION

Francisation compromise pour des « milliers » d'étudiants

Les besoins augmentent, mais le financement de Québec ne suit pas, déplorent des acteurs du milieu

ISABELLE PORTER
ZACHARIE GOUDREAU
LE DEVOIR

De nouvelles règles budgétaires sèment la consternation auprès des organismes en francisation. Alors que les besoins ont grimpé en flèche dans les dernières années, ils disent ne plus pouvoir accueillir de nouveaux étudiants l'automne prochain. « Un problème créé par le fédéral », selon Québec.

« C'est beaucoup de personnes qu'on ne sera pas capables de franciser l'année prochaine », déplore Carl Ouellet, le président de l'Association québécoise du personnel de direction des écoles (AQPDE). Ce dernier évalue que « des milliers » d'étudiants en francisation seront touchés.

Interpellé par *Le Devoir*, le gouvernement se défend en invoquant « la pression exercée par l'immigration temporaire sur les services publics ».

« On consacre déjà plusieurs ressources de notre réseau de l'éducation afin de franciser les nouveaux arrivants, et ces ressources ont augmenté de façon très importante », a indiqué par écrit le cabinet du ministre de l'Éducation, Bernard Drainville.

De 2019 à 2024, le budget de la francisation est passé de 69 à 104 millions de dollars, et le gouvernement a décidé que la hausse allait s'arrêter là, explique-t-on. « On reconnaît tous que c'est important [...], mais on doit aussi respecter notre capacité de payer. Les demandeurs d'asile ne sont évidemment pas à blâmer, c'est un problème créé par le fédéral », signale le cabinet. Or selon Carl Ouellet de l'AQPDE, en plus de priver les immigrants de cours, la décision du gouvernement fait en sorte que les centres de services scolaires (CSS) qui font de la francisation ne seront pas payés pour des cours qu'ils ont déjà donnés depuis deux ans.

Au Québec, 40 % des cours de francisation sont prodigués par les CSS par l'entremise de ce qu'on appelle la formation aux adultes. Près de 21 000 personnes y étaient inscrites ce printemps à temps plein ou à temps partiel. Le reste des cours sont offerts dans des universités, des cégeps ou des organismes communautaires.

Moins de places

Les CSS reçoivent chaque année des subventions en fonction du nombre

d'étudiants des années précédentes. Or le ministère de l'Éducation du Québec a revu sa méthode de calcul des subventions, ce qui crée un trou majeur dans leurs budgets.

« Je ne vais pas pouvoir prendre de nouveaux étudiants à la rentrée », se désole le directeur d'un centre de francisation qui a demandé l'anonymat pour ménager ses relations avec le ministère. Dans son CSS, la coupe correspond à plus de 10 % du budget et à une baisse de 25 % du nombre de places disponibles pour les étudiants. « Je vais engager moins d'enseignants et je vais diminuer la cadence », dit-il.

Pour l'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire, c'est tout simplement illogique. « C'est renversant ! Ça va complètement dans l'autre sens que [celui du] discours politique qu'on entend », avance sa présidente, Kathleen Legault.

Le gouvernement du Québec table en bonne partie sur une meilleure offre en francisation pour contrer le déclin du français au Québec. Son plan d'action présenté en avril prévoyait des investissements de 320 millions de dollars afin d'améliorer l'usage du français chez les travailleurs étrangers.

Dans ses échanges avec les CSS ces derniers jours, le ministère de l'Éducation du Québec montre du doigt le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI). Il avance que le MIFI ne lui a pas transféré suffisamment de fonds cette année pour compenser la hausse des demandes.

« Le maintien de l'enveloppe financière est en fonction de celle



transférée par le MIFI pour la francisation », écrit-il dans une communication écrite aux responsables de la francisation des CSS dont *Le Devoir* a obtenu copie.

Le ministère invite ensuite les CSS à prendre moins d'étudiants pour régler leur problème budgétaire. « En limitant [le] nombre d'ETP [étudiants en équivalence au temps plein] lié à la francisation, ceci laissera une marge de manœuvre... »

Kathleen Legault craint que d'autres étudiants des CSS écopent étant donné « la pression très grande en francisation ». « Est-ce que ça va mettre en péril le financement de la formation des jeunes adultes en retard d'apprentissage ? Parce que c'est offert dans les mêmes centres. C'est ça, le danger. »

Des ratés

Cette situation survient dans un contexte où la gestion de la francisation au Québec connaît des ratés. L'an dernier, le gouvernement avait créé l'organisme Francisation Québec pour mieux coordonner l'offre de cours. Or la moitié des demandes sont toujours en attente, selon un rapport déposé à la fin mai par le commissaire à la langue française Benoît Dubreuil.

Dans le même rapport, M. Dubreuil a relevé que le nombre total d'heures de formation offertes en 2023-2024 correspond à « environ 2 % de celui qui aurait été nécessaire pour que l'ensemble des personnes domiciliées au Québec qui ne connaissent pas le français puissent terminer les niveaux débutants et intermédiaires ».

C'est beaucoup de personnes qu'on ne sera pas capables de franciser l'année prochaine

CARL OUELLET

ACTUALITÉS

Le carnaval des bals

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



À vendre. Habit pour bal des finissants. Impeccable. Porté une seule fois. Revient du nettoyeur. À qui la chance ? »

« À vendre. Belle robe de finissante. Longue. Tissu lustré. Du chic pour votre

princesse. Peut être ajustée facilement. Comme neuve. Prix à discuter. »

Des annonces semblables paraissent en série. Elles semblent plus nombreuses que jamais, au terme du grand branle-bas de combat auquel donnent lieu, au terme du cycle scolaire, les bals de fin d'année.

Ce sont des parents qui, à majorité, publient ces annonces. Ils tentent de récupérer, autant que faire se peut, une portion de l'argent qu'ils ont claqué à l'occasion du diplôme de leurs rejetons, après avoir publié un peu partout des photos de gamins en joie.

Tous ces vêtements achetés à grand prix pour que leurs enfants puissent frimer l'espace d'une soirée, ceux-ci ne les porteront plus jamais. Tout le monde le sait. Fini. Terminé.

Les finissants deviennent grands. Un an plus tard seulement, ils ont pris encore du poids et des formes. Et surtout, leurs goûts changent. Très vite.

Sans compter que, admettons-le, leurs parures d'endimanchés sont déjà un peu démodées avant même qu'ils les aient portées. Au royaume des apparences formatées, on le sait, tout se trouve soumis à des effets de vagues aussi passagères que des vagues. Et quand vous vous croyez bercé par le souffle de la dernière mode, c'est que le vent a déjà tout un passé en voie d'être dépassé...

Pas étonnant que nous soyons soufflés et essoufflés par ce genre d'événement : être dans le vent, cela restera toujours un destin de feuille morte.

La soirée tant attendue appartient désormais au passé. Qui d'autre que Cendrillon ne retombe pas sur ses deux pieds, au milieu de la réalité ?

Cette nécessité de se grimer en riche, dans une société où l'on carbure au règne des désirs illimités, suscite de plus en plus de désarroi. Pour le soulager, Linda Blouin a mis sur pied les Fées Marrassines. Cet organisme aide les jeunes à se dénicher des vêtements chics usagés pour les bals de fin d'année. Chaque année, les demandes vont croissant.

Tout ne s'arrête pas bien sûr aux illusions projetées par les vêtements de soirée. Parmi les autres petites annonces qui renvoient aux bals des finissants, il y a celles des locations d'autos qui sont remarquables. Les véhicules proposés sont si astiqués qu'en comparaison l'asepsie des blocs opératoires de nos hôpitaux a des allures de taudis.

À en juger par les photos publiées des soirées de bal, les adolescents ont droit au bling-bling des Ferrari rouges, des décapotables jaunes et des limousines blanches. Et le reste de l'année, ils prennent pourtant l'autobus, le métro ou leur tacot.

Dans une ville minière du nord du Québec, les jeunes défilaient, la semaine dernière, installés dans le plateau d'immenses *pick-up* « pimpés » et propres comme des sous neufs. Nous ne sommes pas bien loin, quand on y pense, des chars allégoriques d'autrefois, où la société étalait à la ronde la parade de ses espérances, en les enjolivant autant qu'elle le pouvait. Les parades mettaient en scène des espérances pour mieux oublier la réalité étroite de vies de forcenés. Après tout, peu importe l'époque, il fait toujours du bien de défier le ciel, avec ses espoirs à bout de bras.



Pourquoi cette grande mascarade est-elle devenue à ce point nécessaire, au point que toute la société s'en fait la complice ? Toute cette mise en scène est-elle vouée, sans se l'avouer, à faire croire que la jeunesse est en mesure d'entrer dans la vie adulte à fond la caisse, malgré des évidences qui nous préviennent du contraire ?

Dans *Le temps des bouffons* (1993), Pierre Falardeau citait un extrait d'un film que le documentariste Jean Rouch a tourné en 1957 au Ghana, avant l'indépendance du pays. « La religion haoukas reproduit le système colonial en plus petit, mais à l'envers. Les colonisés se déguisent en colonisateurs, les exploités jouent le rôle des exploités, les esclaves deviennent les maîtres », résume Falardeau.

Cette inversion carnavalesque du monde, destinée à en rendre le poids social plus supportable, les Romains la pratiquaient déjà en leur temps avec les saturnales. Cette fête avait, elle aussi, une fonction sociale régulatrice. Une fois par année, les pauvres et les esclaves se voyaient autorisés à se prendre pour ceux qui les dominaient. Ils les mimaient, avec toutes les outrances possibles, avec tous les excès imaginables. Cette parodie facilitait l'acceptation de leur statut de dominé le reste de l'année. De tels rites, chaque société les rejoue, en quelque sorte, à sa manière.

À l'heure de parader vêtu d'un habit vert brodé de fils d'or et d'une épée en fer-blanc, tout en étant coiffé du tricorne nécessaire pour accéder à l'Académie française, l'anthropologue Claude Lévi-Strauss avait répondu, à ceux qui souriaient de le voir accepter de se grimer de la sorte, qu'il n'avait pas passé sa vie à étudier les rites de passage de sociétés autochtones du Brésil pour lever le nez sur ceux de sa propre société.

Alors que la crise du logement, la dégradation de la planète, les difficultés à se trouver un emploi plombent l'avenir des jeunes, les simulacres de vies prospères dans lesquels ils sont plongés à l'occasion des bals de finissants semblent revêtir une importance accrue. Jamais auparavant la réalité de la jeunesse n'a semblé autant diverger de ces mises en scène de célébrations glamours. Au lendemain des bals, certains iront jusqu'à reconsidérer leurs choix d'études, incapables de se payer un toit dans la ville où ils placent leurs espoirs. À quoi bon faire ainsi les beaux quand plus personne n'est à même de signer de simples baux pour les années qui viennent ?

ÉDITORIAL

EXTERMINATIONS À LA HAUSSE EN MILIEU SCOLAIRE

La coquerelle dans l'école

Des livres, du mobilier et des plantes grignotés. Des excréments et de l'urine semés jusque dans les classes et les casiers. Des insectes qui grouillent autour des frigos avant de partir en balade sur le dos d'une boîte à lunch. Aux petits et grands humains qui composent la faune de nos établissements scolaires s'ajoutent trop souvent des contingents de rats, de souris et de coquerelles, dont la présence tend à se généraliser dans un réseau public qui accuse son âge. Difficile de ne pas y voir l'expression tangible — une autre — des différentes vitesses qui tirent notre système de l'éducation vers le bas.

**LOUISE-MAUDE
RIOUX SOUCY**



Cette cohabitation forcée a un coût. S'intéressant au phénomène, notre reporter Zacharie Goudreault a ainsi découvert que les deux plus grands centres de services scolaires de la province ont vu leurs dépenses en services d'extermination gonfler. Très actif et investi dans une approche axée sur la prévention, le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys a vu son budget passer de 69 657 \$ en 2019 à 494 553 \$ durant l'année scolaire qui s'achève. Le Centre de services scolaire de Montréal, le plus grand de la province, a vu le sien grimper de 24 % pour la présente année scolaire.

Le problème n'est pas que montréalais. Excréments de souris trouvés sur de la nourriture dans une école en Outaouais. Opération de dératisation dans une école du Bas-Saint-Laurent. Accès limité à certains locaux d'une école de la Montérégie en raison de la présence de rongeurs. Fermeture temporaire d'une école de Gatineau pour venir à bout d'une infestation récidivante de coquerelles. Cette liste rappelle de bien mauvais souvenirs à ceux qui ont eu — ou ont encore — les deux pieds dedans.

Parce qu'ils grouillent d'enfants, les milieux scolaires et les milieux de garde sont étiquetés comme des milieux critiques appelant à des mesures de sécurité accrues qui compliquent déjà les interventions. À Montréal cette année, la recette a aussi compté un hiver spécialement doux, une grève qui a laissé les locaux vides des semaines durant, de même que des options plus limitées dans les poisons pouvant être utilisés.

En 2022, la Ville de Montréal a banni certains pesticides afin de mieux protéger la santé humaine et de préserver l'environnement et la biodiversité. Il n'est pas question de critiquer ces retraits, la science et la Santé publique savent ce qu'elles font. D'autant que les rodenticides et les insecticides ne sont pas des panacées.

Exterminer sans agir sur les comportements des humains est l'équivalent de laisser les portes grandes ouvertes à de nouvelles infestations. On a multiplié les campagnes de sensibilisation en matière de punaises de lit, il faudrait faire de même avec la coquerelle. Cette petite bête tenace est encore prise avec trop de légèreté par les Québécois, selon des exterminateurs, qui notent que la blatte fait ses choux gras de nos désinvoltures additionnées.

Le facteur clé reste toutefois l'environnement immédiat, sur lequel les commissions scolaires ont peu de prises. Oui, elles peuvent combler une fissure ici et là. Oui, elles peuvent sensibiliser parents, élèves et personnel à une gestion plus étroite des locaux, des sacs à dos et des boîtes à lunch. Mais aussi longtemps qu'elles resteront prises avec des installations vétustes, cela restera un travail de Sisyphe.

Le gouvernement Legault n'aime pas qu'on lui parle de la vétusté de nos écoles. Lui qui adore les tableaux de bord a littéralement pris en grippe le calcul de la vétusté de nos écoles. Son bulletin remanié pour tenir compte de la valeur des travaux à réaliser en fonction de la valeur de remplacement du bâtiment affiche cette année – ô surprise ! – un nombre de bâtiments scolaires en mauvais état à la baisse (de 61 % à 56 % en un an). C'est toujours bien un établissement sur deux !

Ne lui en déplaise, la faune scolaire a d'ailleurs des yeux pour voir et des oreilles pour entendre la vermine qui se rit bien de cette note améliorée. Le deux poids deux mesures est toujours là, et il s'ajoute à d'autres indices d'un réseau public condamné à la seconde classe devant les moyens avantageux du privé.

Pas plus tard que la semaine dernière, le Québec constatait en direct les effets délétères d'une gestion caniculaire à deux vitesses avec d'un côté des classes climatisées, majoritairement privées et, de l'autre, des classes vétustes chauffées à blanc, massivement publiques. Ce fossé s'ajoute à celui archi-documenté de la ventilation des écoles, dont le bilan en deux teintes fait du surplace en dépit des appels à l'action répétés.

Et on ne parle même pas ici du marché scolaire florissant qui a permis, tranquillement, mais sûrement, la pérennisation d'un modèle d'école à trois vitesses, que le ministre de l'Éducation préfère réduire à un vulgaire slogan idéologique. Un peu comme le canari dans la mine, la coquerelle dans l'école ne ment pas, pourtant. Elle braque les projecteurs sur ce qu'on ne voit pas encore ou qu'on refuse de voir, soit que l'égalité sonne de plus en plus creux en éducation au Québec.

ÉCONOMIE

Le Québec, nation technologique

ALAIN MCKENNA



Lundi était la fête nationale du Québec. Profitons-en pour célébrer l'état d'une nation de plus en plus technologique, avec quelques chiffres à l'appui.

1^{er} au Canada pour l'offre de programmes d'études post-secondaires dans le secteur de la cybersécurité. Ce n'est pas rien, le Canada figurant au quatrième rang des pays où l'investissement étranger en cybersécurité a été le plus élevé dans le monde durant la deuxième moitié de la décennie passée, selon PwC.

2^e destination dans le monde pour travailler dans les effets visuels et la production audiovisuelle numérique. Après les États-Unis, c'est très bien. Montréal et Vancouver se disputent la première place des villes canadiennes les plus attrayantes pour les professionnels des effets visuels. La place du Québec va-t-elle changer maintenant que les crédits provinciaux ont été réduits par le gouvernement Legault ?

3^e producteur de jeux vidéo dans le monde. C'est quelque chose de bien connu que le jeu vidéo québécois pèse lourd dans l'industrie vidéoludique mondiale. La façon dont le Québec a développé cette industrie fait école dans bien d'autres États sur la planète. En un quart de siècle, la province a délogé la Colombie-Britannique comme principal pôle canadien de création de jeu vidéo, puis la plupart des autres pays dans le monde. Selon l'indicateur utilisé, le Québec se situe entre le troisième et le cinquième rang des pôles les plus importants de l'industrie du jeu vidéo.

3^e création d'emplois à caractère technologique en Amérique du Nord, entre 2017 et 2022. Le Québec compte la 5^e concentration d'emplois dans des secteurs technologiques sur le continent. C'est un revirement spectaculaire qui s'est produit en moins d'une génération. Au début des années 2000, bien des jeunes Québécois qui débarquaient au cégep et à l'université se faisaient décourager par leurs parents de tenter d'étudier dans les secteurs de l'informatique et des technologies numériques. Les entreprises vantent aujourd'hui leur talent, combiné aux salaires peu élevés qu'ils commandent. Sans doute que cette dernière tendance gagnerait à être inversée...

3^e pôle en aérospatiale dans le monde. Après Seattle et Toulouse, Montréal est reconnue comme la troisième ville parmi les plus attrayantes dans le monde. Les États-Unis peuvent compter sur Boeing, et la France partage Airbus avec l'Allemagne. Montréal a perdu une bonne partie des activités de Bombardier ces dernières années, mais l'in-



dustrie locale continue à se démarquer grâce à une masse critique d'entreprises et de centres de recherche qui mènent la charge en matière d'innovation pour cette industrie qui, disons-le, en a bien besoin.

7^e pays en importance dans le développement de l'IA. La firme PwC a publié un rapport à la fin 2022 qui plaçait le Québec au septième rang des régions dans le monde où il se fait le plus de recherche et de développement en intelligence artificielle. À ce moment, les IA génératives d'OpenAI, de Google et des autres n'avaient pas encore tout à fait émergé. Le portrait mondial de l'IA a certainement changé maintenant que ces applications semblent avoir pris d'assaut presque toutes les autres industries, mais le Québec continue d'être un pôle mondial en matière de R-D dans d'autres sous-créniaux de l'IA, qui en compte plusieurs autres, après tout.

10^e parmi les plus grands centres de recherche en informatique quantique. Le Canada est le huitième producteur de recherche en informatique quantique, et l'essentiel du travail est partagé entre la Colombie-Britannique et le Québec. L'ETS, à Montréal, et l'Institut quantique de l'Université de Sherbrooke mènent la charge dans ce créneau qui demeure encore à ce jour plutôt abstrait. Dans ce secteur comme dans bien d'autres, la rivalité entre les États-Unis et la Chine dicte un peu la marche, mais le Québec semble se positionner avantageusement dans des spécialisations comme la communication et le chiffrement quantiques.

Montréal et Vancouver se disputent la première place des villes canadiennes les plus attrayantes pour les professionnels des effets visuels

11^e indice d'innovation dans le monde selon le Conference Board du Canada. Ce sont deux positions derrière l'Ontario, mais deux positions devant le Canada dans son ensemble, qui par comparaison investit une moins grande part de sa richesse dans des secteurs liés à l'innovation, comme la technologie, les technologies propres ou de la santé, etc.

17^e concentration de centres de données dans le monde. Ça peut sembler loin du sommet, mais le Québec est aussi la région dans le monde où implanter un centre de données coûte le moins cher — en infrastructures et en énergie. Les agences devant attirer les investissements étrangers dans la province ont ralenti son développement depuis qu'on s'est aperçu qu'on n'avait peut-être pas toutes les ressources énergétiques suffisantes pour héberger ces centres dont le rôle continuera d'être majeur dans l'économie

mondiale pour plusieurs années encore.

43^e dans le monde pour son écosystème de financement du capital-risque. C'est le classement qu'attribuent à la ville de Montréal les gens à l'origine du site spécialisé StartupBlink, qui compile les données financières de *start-ups* provenant d'un peu partout dans le monde. Ça peut sembler loin de la tête, comme position, mais rappelons que ce palmarès compare au-delà d'un millier de métropoles, dont plusieurs qui peuvent compter sur une population bien plus nombreuse que celle de Montréal, qui se classe généralement parmi les trois villes les plus attractantes au Canada pour le capital-risque.



Moins de paperasse pour les médecins

Près d'un million de rendez-vous sauvés, vraiment ?

Billet médical pour les absences à l'école, ordonnances exigées par les assureurs, formulaires désuets : Québec passera à la trappe plusieurs obligations pour réduire la paperasse des médecins. Des mesures qui pourraient sauver jusqu'à 917 000 rendez-vous médicaux par an, selon le gouvernement. Une estimation qui a ses limites. Explications.

FANNY LÉVESQUE

La Presse

« C'est quand même énorme ! »

Québec a multiplié les annonces cet hiver pour réduire le fardeau administratif des médecins de famille. Chaque mesure s'accompagne d'une estimation de consultations sauvées. « Quand vous additionnez tous les rendez-vous qui seraient mieux réorientés avec cette diminution de la paperasse, on parle d'au moins 750 000 rendez-vous. C'est quand même énorme ! », se targuait en mai le ministre de la Santé, Christian Dubé. Or, c'était avant la confirmation de mesures additionnelles. Québec estime qu'il sauvera entre 868 000 et 917 000 consultations par année avec ce qui a été présenté jusqu'à maintenant (VOIR ENCADRÉ).

14 MILLIONS

Il s'agit du nombre de consultations annuelles avec un médecin de famille au Québec, par année.

Source : ministère de la Santé et des Services sociaux

Selon « le gros bon sens »

Mais comment Québec arrive-t-il à ces chiffres ? L'estimation du gouvernement Legault a ses limites, admet le sous-ministre adjoint à la Direction générale de la planification stratégique et de la performance au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Marc-Nicolas Kobrynsky. « Ce n'est pas parfait. Je n'ai pas un code de médecin qui me dit que le patient est venu pour avoir un billet », illustre-t-il. Selon lui, les intrants (données à la source) « sont très fermes », mais le reste tient la plupart du temps d'une hypothèse « la plus

conservatrice possible » qui s'appuie sur « le gros bon sens » et ce qui est rapporté du terrain.

Exemple de calcul

Prenons un exemple précis. Québec évalue qu'il récupérera 135 000 rendez-vous par année en donnant aux médecins le pouvoir de déterminer la fréquence des suivis médicaux d'une personne en situation d'invalidité, plutôt que cela soit établi par l'assureur privé. Quelque 2,9 millions de Québécois sont couverts par de l'assurance invalidité, selon l'Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes. Le taux d'invalidité est à 6 % par année. C'est donc dire que 180 000 personnes se retrouvent chaque année en invalidité de courte ou longue durée. Québec émet alors l'hypothèse qu'il peut au moins éliminer un rendez-vous dans 75 % des cas, ce qui donne quelque 135 000 rendez-vous sauvés par an.

Absence de données

En éducation, l'absence de données rend l'exercice plus complexe. Québec évalue qu'il sauvera entre 50 000 et 99 000 rendez-vous en éliminant l'obligation d'avoir un billet médical pour justifier une absence de cinq jours et moins ou lors d'un examen. Or, certaines écoles l'exigent, d'autres non. « Personne n'a de chiffres là-dessus, admet M. Kobrynsky. Dans les universités et les collèges, c'est particulièrement répandu de demander des billets. Dans le réseau scolaire, c'est incertain, et l'Éducation ne le savait pas non plus. » L'évaluation s'appuie donc sur une hypothèse non validée d'un taux d'absentéisme de 2 % (pour motifs qui nécessitent un billet d'absence). « M. [Bernard] Drainville a décidé 50 000 parce que

justement, on ne le sait pas. Moi, je n'ai pas d'enjeu », ajoute le sous-ministre, qui estime cependant que l'évaluation est raisonnable en raison du fort bassin d'élèves.

1,8 MILLION

Nombre d'élèves et d'étudiants au Québec, du primaire à l'université

Source : ministère de la Santé et des Services sociaux

« Urgence d'agir »

Bien que certaines soient contestables, Marc-Nicolas Kobrynsky est « très à l'aise » avec les estimations présentées. « Tout le monde aurait voulu des chiffres plus précis, mais ils n'existent pas. Est-ce que j'avais un an et demi pour continuer l'échantillonnage ? Je ne pense pas, je pense qu'il y a urgence d'agir [pour désengorger la première ligne] », plaide le sous-ministre, dont le mandat est d'améliorer la performance du système. « On a agi et après, si nos estimations ne sont pas totalement précises, je suis à l'aise avec ça », soutient-il, rappelant que le MSSS s'appuie sur des problématiques soulevées par les médecins. Le gouvernement a choisi de présenter des données, même imparfaites, parce que « c'est demandé par la société civile, les journalistes » et même par le Ministère pour justifier le déploiement des mesures. Ces modifications pourront d'ailleurs « mener à d'autres initiatives » dans les mois à venir, toujours dans l'objectif de réduire le fardeau administratif des omnipraticiens.

Un échantillonnage en décembre

Québec promet de mesurer le succès de ses mesures en créant « un petit outil d'échantillonnage » qui sera déployé en décembre dans un certain nombre de cliniques. « À la fin, on sera capable de voir, selon nos estimations, si on a sauvé les rendez-vous ou non. Si on continue d'en avoir, bien on [aura] un problème », explique M. Kobrynsky. L'outil sera « le plus léger possible » et « valide statistiquement ». Le sous-ministre rappelle qu'il faut d'abord attendre que le projet de loi de Jean Boulet, déposé à la fin de la session parlementaire, soit adopté. Le texte législatif devrait être étudié l'automne prochain.

Le « comité paperasse »

Dans la foulée de la présentation du Plan santé du ministre Christian Dubé, le ministère de la Santé et des Services sociaux met en place le projet « réduction de la charge administrative des médecins », surnommé le « comité paperasse », en février 2023. L'objectif est de réduire de 10 % la charge administrative des omnipraticiens pour « assurer une disponibilité maximale

des médecins à la population québécoise ». La Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) collabore aux travaux du gouvernement.

MOINS DE BILLETS MÉDICAUX, LES MESURES EN BREF :

1. Abolition de l'obligation pour les médecins de remplir un formulaire de demande d'hébergement de soins de longue durée pour un patient. **Estimation : 18 000 rendez-vous sauvés**

2. Québec permet aux omnipraticiens de déterminer eux-mêmes la fréquence des suivis des patients indemnisés par la CNESST, qui pouvait demander par exemple un suivi aux trois semaines, ce qui n'était pas toujours utile. **Estimation : 120 000 rendez-vous sauvés.**

3. Ce sont aussi les médecins qui détermineront la fréquence des suivis des patients indemnisés par la SAAQ. **Estimation : 2000 rendez-vous sauvés.**

4. Le ministre du Travail, Jean Boulet, a déposé en mai un projet de loi qui vient serrer la vis aux assureurs privés et aux employeurs.

- Élimination de l'exigence d'un billet médical pour obtenir un remboursement après une visite chez un professionnel (physiothérapeute, massothérapeute...). **Estimation : 255 000 rendez-vous sauvés**

- Élimination de l'exigence d'un billet médical pour le remboursement des aides techniques couvertes par l'assureur (canne, orthèse...). **Estimation : 128 000 rendez-vous sauvés**

- Le médecin déterminera la fréquence des suivis d'une personne en situation d'invalidité. **Estimation : 135 000 rendez-vous sauvés**

- Élimination de l'obligation de présenter un billet médical pour une absence de trois jours et moins. **Estimation : 88 000 rendez-vous sauvés**

5. Québec a demandé aux établissements scolaires de ne plus exiger, dès septembre, un billet médical pour les absences de courte durée (moins de 5 jours) et pour les examens « maison » du réseau scolaire et ceux de l'enseignement supérieur. **Estimation : entre 50 000 et 99 000 rendez-vous sauvés**

6. Les médecins ne demanderont plus périodiquement le renouvellement de l'autorisation de remboursement de la RAMQ pour certains médicaments d'exception. La liste des médicaments visés s'allongera progressivement au cours de l'année. Cela ira de médicaments prescrits pour le diabète à certains traitements en oncologie et pour les

maladies chroniques inflammatoires. **Estimation :**
72 000 rendez-vous sauvés

Total : de 868 000 à 917 000 consultations en moins par
année

EN SAVOIR PLUS

- **25 %**

Environ le quart de la charge de travail des médecins est
consacrée à du travail administratif.

SOURCE : FÉDÉRATION DES MÉDECINS
OMNIPRATICIENS DU QUÉBEC

40 millions

Économies générées par l'application de l'ensemble des
mesures en estimant qu'une visite chez le médecin coûte
47 \$ à l'État québécois. Il s'agit d'économies relatives
alors que les rendez-vous sauvés seront remplacés par
d'autres consultations médicales.

SOURCE : MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES
SERVICES SOCIAUX

ÉDUCATION Tuteurs

Le tutorat privé en hausse à cause du manque de personnel

Des retards d'apprentissage seraient en partie liés à la pénurie de professeurs

De plus en plus de parents embauchent un tuteur privé pour aider leurs enfants à rattraper les retards causés par le manque de professeurs dans les écoles.

DOMINIQUE SCALI
Le Journal de Montréal

Plus de parents que jamais ont déboursé des milliers de dollars cette année pour embaucher un tuteur privé afin d'aider leurs enfants à rattraper les retards causés par la grève, mais surtout par le manque de professeurs dans les écoles.

«Sérieux, ça fait tellement du bien qu'il [mon fils] soit heureux d'aller à l'école le matin», témoigne Vanessa Harnois, résidente de Berthierville, dans Lanaudière.

Depuis sa 1^{re} année, son fils Olivier, 10 ans, a des difficultés à l'école.

Il a notamment un diagnostic de dyslexie-dysorthographe et un trouble déficitaire de l'attention. Il vient d'ailleurs de redoubler sa 4^e année.

L'an passé à pareille date, ses notes en lecture tournaient autour de 40 %.

Mais dès novembre, elles ont remonté à 65 %. Aux dernières nouvelles, Olivier était toujours en réussite et est inscrit en 5^e année l'an prochain.

Que s'est-il passé entre l'été dernier et maintenant? «On a trouvé une perle», résume M^{me} Harnois. Cette perle, c'est

une enseignante spécialisée en adaptation scolaire qui rencontre Olivier un soir par semaine, à raison de quelque 375 \$ par mois.

M^{me} Harnois fait partie des nombreux parents qui se sont tournés vers les orthopédagogues au privé ou entreprises de tutorat cette année.

« IL N'Y A PAS UNE SEMAINE OÙ IL N'Y A PAS UNE MAMAN QUI PLEURE AU TÉLÉPHONE »

- Christine-Amélie Roberge, tutrice

«Il n'y a pas une semaine où il n'y a pas une maman qui pleure au téléphone», remarque Christine-Amélie Roberge, vice-présidente de La 2^e Classe, qui offre ce genre de services.

Pour le mois de mai 2024, La 2^e Classe observe une hausse de 68 % des demandes de tutorat par rapport à mai 2023.

«J'aimerais ça dire que c'est juste parce qu'on est de plus en plus populaires, mais assurément, il se passe quelque chose», soupçonne M^{me} Roberge.

Du côté de SOSprof, on observe une hausse des demandes pour des cours de rattrapage d'été... au primaire. «Jamais je n'en ai vu autant de ma vie», s'étonne

la fondatrice Chantale Alvaer.

CHANGER CINQ FOIS DE PROF

Les entrepreneures consultées ont plusieurs hypothèses pour expliquer cette hausse, comme la grève des enseignants qui a duré un mois à certains endroits.

De plus, les bouleversements liés à la pandémie se font encore sentir puisque certains acquis n'ont jamais été consolidés.

Mais surtout, c'est la pénurie d'enseignants qualifiés dans les écoles qui fait le plus mal, selon plusieurs.

«Des parents nous appellent en disant : ça fait trois, quatre ou cinq fois que mon enfant change de prof cette année. Ou encore, le prof fait juste lire ses notes de cours devant la classe», illustre M^{me} Roberge.

Plusieurs soulignent aussi que de plus en plus de jeunes sont scolarisés à la maison parce qu'ils subissent de l'intimidation ou souffrent d'anxiété scolaire.



ÉDUCATION Tuteurs

Que des « miettes » d'orthopédagogie à l'école

DOMINIQUE SCALI
Le Journal de Montréal

Beaucoup de jeunes qui ont un trouble d'apprentissage ne reçoivent que des « miettes » de services, même lorsqu'ils sont suivis en orthopédagogie à l'école, déplorent plusieurs intervenants.

« Malheureusement [ce qui est offert à l'école], c'est souvent des miettes de temps », déplore l'enseignante Mélanie Massicotte.

La « perle » qui aide Olivier (*voir autre texte*) depuis un an, c'est elle.

« J'épure le plan de travail », explique M^{me} Massicotte, qui met l'accent sur ce qui est « payant », c'est-à-dire ce qui permet réellement au jeune de progresser. « Tous [les exercices donnés par l'enseignant] qui ne sont pas efficaces, je les remplace. »

Par exemple, elle a appris à Olivier à dompter sa tendance à sauter des lignes lorsqu'il lit grâce à une règle qui surligne la phrase à décortiquer et cache le reste du texte.

De plus, toutes les rencontres se font en présence de la mère d'Olivier, qui apprend en même temps comment mieux aider son fils.

ENTRE DEUX CHAISES

Une grande partie du travail de M^{me} Massicotte consiste aussi à rebâtir la confiance en soi des jeunes qui n'en ont plus et qui sont souvent sur le bord du « burnout scolaire »,

observe-t-elle.

Mais comment se fait-il que ces interventions ne sont pas faites gratuitement à l'école même ?

« L'orthopédagogue de l'école est super bonne, mais tout se fait en sous-groupes. Il n'y a pas de rencontres individuelles », note Vanessa Harnois, la mère d'Olivier.

Elle soupçonne d'ailleurs que les intervenants scolaires en ont plein les bras avec d'autres cas plus lourds que celui d'Olivier, qui n'est pas dérangeant en classe.

« Souvent, [nos clients] sont des élèves qui dansent avec l'échec, mais pas assez pour avoir tous les services à l'école. Ils se retrouvent entre deux chaises », illustre Chantale Alvaer de SOSprof.

DEUX VITESSES

Cela crée toutefois un système à deux vitesses, certains parents n'ayant pas les moyens de payer des milliers de dollars pour une évaluation et du tutorat au privé.

D'une entreprise à l'autre, les tarifs varient entre 35 \$ et 100 \$ de l'heure, selon l'expérience et les diplômes du tuteur en question.

Certaines familles vont devoir emprunter ou faire des sacrifices pour payer ce genre de services, avoue Christine-Amélie Roberge de La 2^e Classe. « Il y en a qui disent : je vais vous payer dans deux semaines. C'est quelque chose qui me touche. »



L'art subtil de reproduire la médiocrité

Jusqu'à 19 tentatives sans réussir le test de français pour devenir enseignant !



Hey, ti-gars, si tu devenais soudeur ? Bon, d'accord, c'est un cas extrême, mais les pourcentages de réussite au premier essai de ce test (pas si difficile) sont catastrophiques partout. 17 % à l'UQTR, 23,3 % à l'UQAR, 29,3 % à l'UQAC, 39 % à Laval, 44 % à l'Université de Montréal.

BLOCAGES

Ah, c'est que, voyez-vous, la pandémie... Blablabla.

Ah, c'est que, voyez-nous, pour la nouvelle génération, l'orthographe... Blablabla.

Ce n'est pas faux à 100 %, mais c'est de l'esquive, du déni, de la négation obtuse des faits.

Quels faits ?

Que les étudiants admis sont faibles que la formation donnée est médiocre et que les universités, pour l'essentiel, s'en foutent.

Dois-je préciser que de merveilleuses exceptions, des « mais-moi-je-connaiss-quelqu'un-qui » n'invalident pas la tendance lourde ?

Souvent, des lecteurs me de-

mandent : si les causes du problème sont connues, qu'est-ce qu'on attend pour s'y attaquer ?

Facile à dire, difficile à faire.

Pourquoi ? Parce que les gens directement impliqués n'ont pas d'intérêt personnel à ce que ça change.

Prenez un département universitaire chargé de former ces jeunes.

Ces profs d'université ne sont pas parmi les meilleurs parce que ces départements ne sont pas très compétitifs.

Dans le monde universitaire, ce sont les profs qui embauchent les nouveaux profs.

Quel intérêt des profs plutôt faibles ont-ils à embaucher des profs plus forts qu'eux, qui les feront mal paraître, qui contesteront ce qui se fait, qui suggéreront de nouvelles approches, qui finiront par être des menaces pour leur pouvoir et leur confort ?

Aucun.

Quel intérêt ces étudiants généralement faibles ont-ils à s'améliorer ?

Aucun.

D'abord, avec la pénurie d'enseignants au primaire et au secondaire, ils sont certains, absolument certains d'avoir des postes.

Ensuite, ils savent qu'il leur suffit de chialer pour qu'on révisse à la baisse les exigences.

En fait, ils n'ont même plus besoin de chialer. On les abaissera de toute façon à coups d'ajustements « à la nouvelle réalité ».

Et pourquoi les dirigeants des universités tolèrent-ils une telle médiocrité ?

Pour deux raisons.

D'abord, parce que c'est payant.

Plus il y a d'étudiants, plus les subventions gouvernementales sont élevées puisqu'elles sont largement établies sur la base du nombre.

Ensuite, parce que, dans le monde universitaire, les gros cogneurs dans l'alignement, comme on dit au baseball, ce sont les facultés de médecine, de génie, de droit, d'administration et les laboratoires.

INTÉRÊT

Ce sont ces domaines qui attirent les investissements des entreprises, les dons philanthropiques, les subventions de recherche des gouvernements, le prestige et le rayonnement internationaux.

Les autres domaines, hormis quelques profs qui sont des supervettes et des étudiants de doctorat indiscutablement meilleurs que ceux de jadis, sont la chair à saucisse du monde universitaire.

Bref, dans ce cas particulier de la formation des futurs enseignants, les trois grandes catégories d'acteurs concernés – les étudiants, leurs profs et les administrations – n'ont aucun intérêt à ce que ça change.



Une pétition d'élèves porte ses fruits

Grâce à leur mobilisation, une vingtaine de jeunes de Laval pourront finalement rester à leur école secondaire

Une vingtaine d'élèves de Laval sur les 94 qui étaient forcés de changer d'école pourront finalement y rester grâce aux efforts de jeunes de 4^e secondaire qui se sont mobilisés contre la bureaucratie scolaire.

DOMINIQUE SCALI

Le Journal de Montréal

« C'est de la pure joie ! » s'exclame Jonathan St-Onge, 15 ans, qui fait partie des heureux élus.

Le 6 juin dernier, *Le Journal* publiait un article sur la pétition lancée par des élèves de 4^e secondaire de l'école Horizon-Jeunesse, à Laval.

Plus de 90 d'entre eux avaient appris qu'ils devraient terminer leur secondaire dans une autre école en raison d'un changement d'aires de desserte, alors que, toute l'année, on leur avait fait miroiter qu'ils seraient « priorités » pour rester à Horizon-Jeunesse.

Les élèves reprochaient au Centre de services scolaire (CSS) de Laval de n'avoir pas tenu compte des situations particulières, comme de ceux ayant un trouble d'apprentissage, ni même d'avoir vérifié si d'autres élèves étaient volontaires pour changer d'école.

Le CSS avait alors expliqué

qu'il y aurait moins de places que prévu à Horizon-Jeunesse l'an prochain en raison de travaux d'aménagement qui ont pris du retard.

DES LARMES DE JOIE

Finalement, 24 élèves sur les 94 visés ont appris qu'ils pourraient rester.

« Je pleurais de joie quand je l'ai appris », témoigne Mélodie Conil, 15 ans.

« Avec mes amies, tout le monde pleurait », raconte celle qui pourra continuer de jouer au volleyball dans la même équipe.

Jonathan St-Onge, lui, pourra continuer de faire de la musculation en éducation physique et participer au voyage scolaire en Europe.

« On a été dans les premiers contactés. Je pense qu'ils étaient tannés que j'écrive à toutes les strates [de gouvernance] », lance son père, Rémy St-Onge, qui s'est plaint jusqu'au Protecteur de l'élève.

D'autres n'ont toutefois pas reçu la réponse attendue, comme Alexandra Ballesteros, 16 ans.

« Honnêtement, je commence à perdre espoir », avoue-t-elle.

L'espoir qu'il lui reste, c'est que, d'ici la fin de l'été, le nombre de déménagements ou de redoublements permette d'accueillir quelques élèves de plus.

OÙ EST L'URGENCE ?

Le projet de changement d'aires de desserte fera en sorte que, partout à Laval, les écoles secondaires accueilleront des jeunes de la 1^{re} à la 5^e année, ce qui n'était pas le cas jusqu'à récemment.

Or, ce projet cause aussi des frictions dans d'autres établissements, constate Olivier Laforme, président du conseil d'établissement de l'école Fleur-de-Vie.

Les jeunes de cette école primaire devront faire leur secondaire à Curé-Antoine-Labelle, à 11 km de là, alors que le projet visait « la proximité », dénonce-t-il.

« Pourquoi est-ce si urgent ? » s'interroge celui qui demande depuis longtemps un moratoire sur le projet tant que les bâtiments ne seront pas prêts.

« C'est hyper mal géré », dénonce aussi Geneviève Spadari. La demande de son fils pour rester à la même école semble avoir été égarée et plusieurs personnes se sont renvoyé la balle avant qu'il puisse en déposer une nouvelle.

De son côté, le CSS de Laval indiquait ne pas être en mesure d'accorder une entrevue en raison du congé de la Saint-Jean.



Éducation

Enseignement: statistiques, paperasse, «la profession a tellement changé»

Par Lia Lévesque, La Presse Canadienne

Alors qu'elle prend sa retraite, Josée Scalabrini, présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement, appelle à réfléchir collectivement à l'intégration en classe régulière des enfants en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.

Dans une entrevue de fond avec La Presse Canadienne, la présidente de la fédération qui représente 95 000 enseignants du primaire, du secondaire et de la formation professionnelle a évoqué cette délicate question: jusqu'où il faut aller dans l'intégration en classe régulière?

Lorsque l'intégration en classe régulière des élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage avait été décidée, il y a plusieurs années, «on n'était pas contre», assure la présidente de la FSE, affiliée à la CSQ.

«On nous avait toujours dit qu'il y aurait de l'accompagnement, du soutien» et qu'on allait «permettre qu'on respecte le droit de tous les élèves, donc le droit des autres élèves d'apprendre aussi», se rappelle Mme Scalabrini.

Or, en réalité, «on a vécu l'intégration des élèves en même temps qu'on vivait les grandes coupures. Donc, il y a eu de l'intégration sauvage», tranche-t-elle.

Bien des enseignants se sont retrouvés avec plusieurs «plans d'intervention» par classe pour ces élèves ayant des besoins en soutien différents, et pas suffisamment de professionnels pour les épauler.

Ces missions données à l'école

Au-delà de la composition de la classe, il y a toutes ces missions sociales qu'on donne aujourd'hui à l'école, en plus de l'enseignement des matières.

«L'école est devenue la solution à tous les problèmes de société. Arrive un scandale, arrive une difficulté? Tiens, ça prend un nouveau cours! Il faut mettre ça dans le curriculum — un curriculum qui est déjà débordé», déplore Mme Scalabrini.

«C'est rendu maintenant — les parents n'ont pas le choix, c'est notre société qui est rendue comme ça —

mais qu'on dépose des enfants à l'école quand il est quasiment 6 h 30 le matin puis on vient les chercher à 6 h le soir... La seule chose qu'on ne fait pas, présentement, c'est de donner les bains, puis de mettre les pyjamas. Est-ce qu'on s'en va vers là avec la société qu'on vit? Faut se poser de grandes questions», lance la dirigeante syndicale.

La profession a changé

Comment expliquer qu'on peine à recruter des enseignants, qu'il a fallu écarter les formations et recruter des enseignants non légalement qualifiés, alors qu'il s'agit d'une profession somme toute bien rémunérée?

C'est simple, répond Mme Scalabrini: «la profession a tellement changé» au fil des ans que ça en a découragé plusieurs.

Quand on choisit de devenir enseignant, relate-t-elle, on le fait «par passion» parce qu'on veut diffuser du savoir, travailler aux apprentissages, stimuler un jeune, suivre son cheminement.

Or, «c'est devenu tellement bureaucratisé, tellement concentré sur de la paperasse, des statistiques et toute autre tâche connexe (...) qu'ils ne peuvent plus faire ce pour quoi ils sont allés étudier: enseigner». Et plusieurs quittent dès les premières années de leur carrière.

«L'évaluation n'est plus au service des apprentissages de l'élève. Notre évaluation ne sert plus à nous guider dans l'accompagnement qu'on doit faire de nos élèves. L'évaluation est devenue des grandes listes de statistiques qu'il faut remplir pour servir un gouvernement», déplore la présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement.

La retraite

Que fera Josée Scalabrini après sa retraite le 30 juin?

«Je vais prendre des vacances — une chose que je n'ai pas beaucoup eue dans les 16 dernières années. Parce que quand tu es une passionnée comme moi, tu restes toujours accrochée à ce que tu dois faire.»

Aussi, «je vais retrouver Josée. Parce que j'ai le sentiment que Josée, je l'ai perdue dans les dernières années. Elle s'est donnée beaucoup à son travail».

«Après ça, qu'est-ce qu'on fera? C'est l'avenir qui nous le dira», conclut la présidente de la FSE.

Des initiatives rassembleuses récompensées par le député de Jonquière

Par Myriam Arsenault, Initiative de journalisme local

Pour bien préparer les élèves allophones de l'école de la Mosaïque de Jonquière à l'hiver québécois, l'enseignante de francisation Mélissa Roussel a pris les choses en main. Son initiative, intitulée Un monde chaleureux, a permis aux jeunes de mieux s'habiller et s'est même mérité une bourse du député de Jonquière.

C'est le prix Coup de cœur cette année. Chaque année, le député Yannick Gagnon remet environ 3000 \$ en bourses à des initiatives rassembleuses faites dans les écoles du Centre de services scolaire de la Jonquière.

Un monde chaleureux invitait les jeunes allophones à se fabriquer des cache-cous aux couleurs de la région, en équipe.

«Je voulais que les élèves soient bien, à l'approche de l'hiver et rapidement, nous nous sommes rendu compte que les élèves avaient une fierté d'avoir accompli ça. En plus, l'activité créait un beau sentiment d'appartenance. Il y avait seulement les amis de la francisation qui avait ce cache-cou dans l'école!»

— Mélissa Roussel, enseignante à l'école de la Mosaïque

Certains en étaient si fiers qu'ils le portaient même en classe.

Cette année, l'enseignante a commencé l'activité avec huit élèves et a terminé l'année avec 29 élèves provenant de 13 pays différents. C'est donc un projet de plus en plus rassembleur.

Pour annoncer au groupe qu'ils recevaient ce prix coup de cœur, Yannick Gagnon est allé à la rencontre de ces élèves, lors de leur dernière semaine de classe avec en prime des popsicles.

«Ça finit vraiment bien l'année», souligne l'enseignante de francisation, qui, après cette belle reconnaissance, a bien envie de refaire un projet l'année suivante.

Projets retenus

C'est au CSS de la Jonquière d'envoyer les candidatures d'initiatives qui auraient besoin «d'un petit coup de main

de leur député». Au total, sept projets ont été choisis cette année.

«Quelque chose qui m'a beaucoup marqué cette année, c'est que l'enseignant est surtout là en support, mais c'était beaucoup des projets portés par les jeunes. Je trouvais ça vraiment bien que les élèves contribuent à la réussite de ces projets», explique Yannick Gagnon, député de Jonquière dans une entrevue à ses bureaux avec Le Quotidien.

En plus de celui de Mme Roussel, deux autres projets de l'école de la Mosaïque ont aussi mérité un appui financier. La Mosaïque de mots a rallié les élèves dans la transformation de leur bibliothèque. De vieux livres ont été récupérés et vendus pour permettre l'achat de nouveaux bouquins et ainsi agrémenter leur nouvelle bibliothèque.

Le Ciné-Mosaïque a également demandé beaucoup de temps aux élèves qui ont participé à cette initiative de mai à juin. Ces derniers géraient en comité des soirées cinéma à l'école, en plus d'une petite cantine à chaque représentation. Leur implication dans cette activité rassembleuse pour les jeunes et leurs familles a impressionné le député.

Tout comme l'événement tenu par Patrice Côté, directeur du Centre de formation générale des adultes (CFGa) De La Jonquière. Il a quant à lui invité 200 élèves de francisation à découvrir la Fête nationale dans une soirée bien spéciale. Feu, souper hot-dog, musique québécoise: l'activité a permis aux participants de vivre une première «Saint-Jean», dont ils se souviendront longtemps.

Du côté de l'école Saint-Bernadette d'Arvida, un comité d'élèves de la première à la sixième année a planché sur le plaisir de la lecture, pour créer un espace dans leur école pour pratiquer la lecture dans le calme. Yannick

Gagnon a beaucoup aimé leur volonté de façonner une partie de leur école selon leurs goûts.

Le dévouement de près d'une centaine d'élèves de l'école des Bâtisseurs, édifice Kénogami, a aussi retenu l'attention. Ces derniers, en collaboration avec la Fondation de l'Enfance et la Jeunesse, ont participé à La Course de nuit des harfangs. Pendant une partie de la soirée et même de la nuit, ils ont couru à relais, en équipe, afin de recueillir des sous pour l'initiative des Sacs à dons. Ils ont amassé près de 4500 \$.

Finalement, à l'école Saint-Jean-Baptiste, l'initiative Aux champs d'honneur a ravi des élèves vivant avec le trouble du spectre de l'autiste qui ont collaboré avec la Légion

royale canadienne pour créer des affiches ornant les boîtes à dons utiliser pour le jour du Souvenir.

«À travers tout ça, on voit qu'il y a des jeunes qui aiment encore la littérature, des jeunes qui cherchent des endroits pour lire calmement, des jeunes qui adorent le cinéma, on voit qu'il y a des allophones qui arrivent dans nos écoles et qu'il y a tout un souci de les accueillir. Ça permet de voir la vie dans notre Jonquière.»

— Yannick Gagnon, député de Jonquière

M. Gagnon se considère chanceux de voir et pouvoir supporter toutes ces initiatives et le refera l'an prochain sans hésiter.

Point de Vue

Tout simplement catastrophique!

Par Henri Marineau

POINT DE VUE / Cette année, le taux de réussite au premier essai des futurs enseignants au primaire et au secondaire, qui doivent obligatoirement réussir un examen de français, était de 44 % seulement à l'Université de Montréal, 39 % à l'Université Laval, 29,3 % à l'UQAC et 23,3 % à l'UQAR.

De plus, de nombreux étudiants doivent s'y reprendre à trois, quatre et même cinq reprises. À l'Université Laval, pour ceux qui passent le test pour la cinquième fois, le taux de réussite n'est que de 54 %. Tout simplement catastrophique!

Mais que s'est-il donc passé depuis le début du primaire jusqu'à l'université pour que le français de nos élèves québécois soit d'une aussi piètre qualité?

Certains «experts» en éducation évoquent la pandémie, un motif qui, selon moi, a le dos bien large. Je suis plutôt d'avis que le français a littéralement perdu ses lettres de noblesse dans nos établissements scolaires.

L'enseignement de la grammaire, de la syntaxe et du lexique est devenu une «monnaie rare».

La langue française est inutilement compliquée, voire tordue, patriarcale et élitiste, évoquent les futurs enseignants.

Le jour où l'on comprendra que les sens de l'effort fait partie inhérente de la formation de notre jeunesse pavera la voie à la beauté de notre langue et à la fierté de la parler et de l'écrire convenablement avec tous ses «caprices».

Henri Marineau, Québec

La région de Québec fait son entrée dans la zone endémique pour la maladie de Lyme

Félix Morrissette-Beaulieu

Deux municipalités de la Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches font maintenant partie de la zone endémique pour la maladie de Lyme, selon la dernière mise à jour de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ).

Deschambault-Grondines et Leclercville sont ajoutées à cette zone où les résidents sont plus enclins à croiser une tique, propagatrice de la maladie.

Il y a une prolifération d'insectes qu'on ne voyait pas autrefois, souligne le maire de Deschambault-Grondines, Patrick Bouillé, qui a été avisé de la situation vendredi par les autorités de santé publique.

Le premier magistrat s'attendait à la nouvelle puisque sa municipalité se situe aux portes de la région et est limitrophe au Centre-du-Québec, déjà inclus dans cette zone. Pour faire partie de cette zone endémique, il faut être un secteur avec au moins trois cas humains de maladie de Lyme déclarés et acquis localement au cours des cinq dernières années, avoir au moins 23 signalements de tiques à pattes noires soumis par des humains aux autorités de santé publique au cours des cinq dernières années ou être dans une municipalité située à 20 km ou moins d'une des municipalités identifiées. Pas de panique

Il n'y a pas nécessairement de cas de la maladie de Lyme qui a été recensé ou une prolifération sur notre territoire de Deschambault-Grondines. Pour ce qu'on en sait, c'est vraiment une question géographique, rassure le maire.

Le Centre de services scolaire de la Capitale a également envoyé une note aux parents pour les sensibiliser aux morsures de tiques.

Pour la période du 21 juin 2021 au 21 juin 2024, le nombre de cas de maladie de Lyme pour la région de la Capitale-Nationale avec une acquisition possible dans la région est inférieure à cinq, rappelle toutefois Mariane Lajoie, porte-parole du CIUSSS de la Capitale-Nationale. La grande majorité des 26 cas des trois dernières années

ont une source d'acquisition à l'extérieur de la région de la Capitale-Nationale, ajoute-t-elle.

Prudence

Bien que le nombre de cas dans la région demeure marginal, la situation pourrait évoluer. Ça continue à s'élargir et dans un contexte de changement climatique, on peut s'attendre à ce que les endroits propices à l'établissement de la tique à pattes noires continuent de s'élargir, prévient Jade Savage, professeure d'entomologie à l'Université Bishop's. Chaque année, plus de 500 personnes sont touchées par la maladie de Lyme au Québec. C'est près de cinq fois plus qu'en 2014, selon les données de l'INSPQ. Ça permet aux gens de vraiment peut-être mieux réaliser que ce n'est pas juste un problème de l'Estrie, ou du plein sud du Québec et qu'on doit vraiment mieux se protéger, ajoute Mme Savage.

Les risques de développer des complications de la maladie sont relativement faibles et sont traitables généralement par des antibiotiques.

Une personne mordue par une tique ne développera pas nécessairement la maladie puisqu'environ 20 % des tiques à pattes noires sont porteuses.

Il y a aussi peu de chance de développer la maladie si la tique reste accrochée moins de 24 heures.

Si une tique est infectée et que la transmission est réelle, la maladie va souvent se manifester par des frissons et de la fièvre, même si les symptômes varient d'une personne à une autre. La médecin explique que dans plusieurs cas, une plaque rouge, qui grossit, apparaît environ trois jours après la morsure de tique. C'est alors qu'il faut consulter.

La première mesure à prendre pour éviter la maladie est de porter des vêtements longs en randonnée, notamment dans les hautes herbes.

Il est aussi recommandé de faire une vérification sur le corps au retour d'une activité à l'extérieur.

Transmettre sa passion du vélo, un élève à la fois

Papa Amadou Touré a fondé « Caravane, la grande pédalée » il y a 15 ans pour inculquer l'amour du vélo d'abord à des personnes immigrantes et maintenant à une clientèle variée.

Violette Cantin

« Quand tu fais du vélo, tu es une balance. Les deux bras de ta balance, ce sont tes jambes, parce que tu vas lui donner de la force. »

Le ciel est gris et les premières gouttes de pluie vont bientôt s'abattre sur le parc Nesbitt, dans le quartier Rosemont, à Montréal. Papa Amadou Touré énonce calmement des consignes de base à son élève, qui s'apprête à pédaler pour la toute première fois de sa vie.

À 49 ans, Valérie Vedrines n'a tout simplement pas appris à faire du vélo dans sa jeunesse. Et il y a un truc étrange qui se passe, note-t-elle. Quand on n'apprend pas étant jeune, c'est quelque chose dont on n'est pas très fier en vieillissant. Du coup, on n'ose pas en parler, demander de l'aide. Elle a décidé de se lancer cette année, entre autres par conviction écologique, précise-t-elle. Elle s'est tournée vers l'organisme « Caravane, la grande pédalée » pour suivre une série de cinq cours privés avec son fils de 17 ans, qui ne sait pas faire de vélo lui non plus.

Différents quartiers, différentes réalités

Le fondateur et administrateur de cet organisme, c'est Papa Amadou Touré. Dans sa jeunesse au Sénégal, il était passionné de vélo. Mais en arrivant à Montréal [à l'âge de 26 ans], avec les défis d'intégration, comme compléter sa formation ou trouver du travail, c'est comme si le vélo avait pris le bord, raconte-t-il. Après quelques années à occuper divers emplois pendant qu'il tentait de faire reconnaître son diplôme en médecine, il a réentendu l'appel du guidon. Dans certains arrondissements de Montréal, il y a beaucoup de gens qui viennent d'autres pays. Dans Côte-des-Neiges ou Parc-Extension, il n'y a pas de vélo. Au Plateau-Mont-Royal, il y a des vélos partout. Sans aucun doute, il y avait un aspect culturel.

Ce constat ne l'a pas tellement étonné.

Quand on arrive d'autres pays, on n'a pas la culture du vélo, parce qu'on n'en faisait pas dans notre pays. On arrive en Amérique du Nord et... c'est la voiture! Quelqu'un qui veut montrer sa réussite sociale envoie une photo de son auto à sa famille restée au pays pour dire qu'il a réussi.

Une citation de Papa Amadou Touré, fondateur et administrateur de « Caravane, la grande pédalée »

Clientèle hétéroclite

Pour changer la donne, il a fondé « Caravane, la grande pédalée », qui offre maintenant des cours de vélo à l'extérieur six mois par année, parfois jusqu'à 12 heures par jour lors des mois les plus chauds. Il estime avoir enseigné à 3000 élèves en plus de 15 ans.

Au départ, sa clientèle était surtout composée de personnes immigrantes, mais le portrait a bien changé. Aujourd'hui, ça peut être des hommes, des femmes, des plus jeunes, des immigrants. On ne peut plus faire un portrait-robot de l'élève, explique-t-il, ajoutant qu'il a aussi enseigné à des enfants avec des handicaps moteurs ou intellectuels.

Certaines élèves, comme Valérie Vedrines, s'inscrivent au cours parce qu'elles rêvent de circuler sur une piste cyclable par elles-mêmes.

Le jour de notre rencontre, son cours a été abrégé en raison de la pluie qui commençait à tomber. Mais avant de partir, elle a réussi à rouler sur dix coups de pédale consécutifs, un petit exploit. C'est génial! s'exclame-t-elle, extatique, avant de taper dans la main de son instructeur. Après le départ de son élève, Papa Amadou Touré a rangé son matériel et s'est préparé à quitter les lieux. Le lendemain, il allait être de retour au parc. Savoir qu'avec le vélo, des milliers de gens vont plus aimer Montréal, vont se sentir montréalais, vont avoir une vie plus saine [...], ça me tient en vie.

Deux écoles primaires de la MRC de Rivière-du-Loup récompensées par la CNESST



École Notre-Dame-du-Sourire de Saint-Épiphane.

Par François Drouin

La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) a remis de nombreux prix lors de la troisième présentation du concours organisé dans le cadre de son programme «Kinga, prévention jeunesse». Parmi les écoles gagnantes du concours national, le volet primaire a couronné cinq écoles, dont deux proviennent de la région.

Les deux institutions lauréates se trouvent sur le territoire de la MRC de Rivière-du-Loup. Il s'agit de l'École Notre-Dame-du-Sourire de Saint-Épiphane qui fait partie du regroupement des écoles Moisson-d'Arts de L'Isle-Verte, La Chanterelle de Saint-Paul-de-la-Croix, et Riou de Saint-François-Xavier-de-Viger. L'École Roy et Joly de Rivière-du-Loup est aussi lauréate.

Une somme de 10 000 \$ a été remise à ces deux établissements qui se sont distingués à l'échelle nationale. Au total, cinq écoles préscolaires et primaires et cinq écoles secondaires ont reçu chacune un prix de 10 000 \$. La CNESST a également remis 36 prix d'une valeur de 2 500 \$ dans des établissements d'enseignement primaire et secondaire de chaque région du Québec.

Ce soutien financier pourra permettre l'organisation d'activités pédagogiques à des fins de prévention et de promotion des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

Au total, la CNESST a soutenu la réalisation de 3 048 projets pour l'année scolaire 2023-2024, soit 2 738 provenant d'écoles préscolaires ou primaires et 310 provenant d'écoles secondaires. Il s'agit d'une hausse de plus de 1 000 activités par rapport à l'année précédente. D'ailleurs, plus de 66 543 jeunes, répartis au sein de 696 écoles, ont participé aux activités.

Jusqu'à 19 tentatives sans réussir l'examen de français pour les futurs profs

Le taux de réussite au TECFÉE à l'Université du Québec à Trois-Rivières à la première tentative est de 17%

DAPHNEE DION-VIENS

L'examen de français donne du fil à retordre aux futurs profs, en particulier à ceux de l'Université du Québec à Trois-Rivières, où des étudiants ont tenté 19 fois de réussir le test, sans succès.

Chaque année depuis au moins trois ans, un étudiant de l'UQTR passe pour la 19e fois la section sur le code linguistique du Test de certification en français écrit pour l'enseignement (TECFÉE).

Les données obtenues par Le Journal montrent toutefois qu'après 12 tentatives, les chances de réussite sont à peu près nulles.

«En général, rendu là, on les encourage à se réorienter», affirme Priscilla Boyer, professeure en didactique du français à l'UQTR. Avec la pénurie, il est toutefois fort probable que ces aspirants profs travaillent dans les écoles comme enseignants non légalement qualifiés, ajoute-t-elle.

Il s'agit toutefois d'exceptions puisque la grande majorité parvient à réussir l'examen, précise Mme Boyer, qui rappelle que tous les futurs profs doivent y parvenir pour obtenir leur diplôme, y compris ceux qui enseigneront les arts ou l'éducation physique.

À l'UQTR, il faut avoir complété au moins une session d'études avant de tenter sa chance pour la première fois au TECFÉE. Il est par la suite possible de faire jusqu'à quatre passations par année.

Taux de réussite en baisse à la première tentative

Le Journal rapportait cette semaine que les taux de réussite lors de la première tentative sont aussi en baisse dans plusieurs universités depuis la pandémie.

L'UQTR n'échappe pas à cette tendance. En 2023-2024, cette proportion a même chuté à 17%, alors qu'elle se situait plutôt à 26% il y a deux ans.

L'absence de sélection dans les programmes en enseignement, contrairement à d'autres universités situées dans les grands centres urbains, pourrait en partie expliquer la situation, indique Mme Boyer.

Les étudiants sont encouragés à passer l'examen le plus rapidement possible au cours de leur formation, ce qui permet d'offrir des mesures d'aide à ceux qui en ont besoin par la suite, ajoute-t-elle.

L'UQTR accueille aussi davantage d'étudiants en enseignement qui effectuent un retour aux études après avoir quitté l'école depuis plusieurs années, ce qui nécessite «une bonne adaptation», indique Mme Boyer.

De manière plus générale, cette experte constate par ailleurs un «effet de génération» lié au «déclin du français» à l'échelle du Québec.

«Ce n'est pas qu'ils ne sont pas bons en français, mais c'est comme si l'orthographe devient moins importante par rapport à d'autres types de compétences», souligne-t-elle.

Selon les chiffres obtenus par Le Journal, la tendance à la baisse semble généralisée dans la grande majorité des universités.

Seule la dernière cohorte d'étudiants en enseignement de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue a réussi à augmenter son taux de réussite au premier essai, qui a même grimpé à 78% en 2023 comparativement à environ 50% pour les trois années précédentes.

L'école brûlée sur la rue Lavallée sera démolie

Par Michel Hersir



L'incendie avait causé des dommages importants au Centre de formation professionnelle Charlotte-Tassé. (Photo: Le Courrier du Sud – Michel Hersir)

L'édifice qui abritait autrefois le Centre de formation professionnelle Charlotte-Tassé, et auparavant l'école primaire Samuel-de-Champlain, sera démolie. Un violent incendie avait entraîné des dommages importants au bâtiment situé sur la rue Lavallée, à Longueuil.

Selon une information relayée aux résidents du secteur par le Centre de services scolaire (CSS) Marie-Victorin, la démolition sera amorcée en juin.

La fin des travaux est prévue pour la fin août.

La reconstruction du Centre de formation professionnelle Charlotte-Tassé est quant à elle à l'étude par le CSS, mais aucune date n'est avancée pour le moment.

Rappelons qu'en matinée le 4 novembre 2022, environ 120 pompiers ont été déployés sur place, alors que l'incendie faisait rage sur le bâtiment, qui était en rénovation. Il n'y avait eu aucun blessé. Selon le Service de sécurité incendie de l'agglomération de Longueuil, l'incendie aurait d'ailleurs été causé par l'un des travailleurs, qui manipulait un outil produisant des flammèches.

Une hausse de salaire pour les chauffeurs d'autobus scolaires de Pointe-aux-Outardes



Par **Karianne Nepton-Philippe**



En avril, les chauffeurs d'autobus ont manifesté au coin des boulevards Lafèche et Blanche à Baie-Comeau. Photo archives

Les membres du Syndicat des chauffeurs scolaires de Pointe-aux-Outardes–CSN ont adopté à 90 % l'entente de principe récemment intervenue avec leur employeur.

« D'une période de trois ans, notre nouveau contrat de travail fait passer notre taux horaire actuel de 20,24 \$ l'heure à 22,00 \$ rétroactivement au 1^{er} juillet 2022 puis à 22,50 \$ au 1^{er} juillet 2023, auquel s'ajoute un montant forfaitaire de 1000 \$ pour l'année 2024-2025 », explique Mario Ouellet, président du syndicat.

« Nous avons obtenu l'équité des dix journées mobiles pour toutes et tous. Nous avons également eu une augmentation des allocations de dépenses journalières et davantage de budget pour nos libérations syndicales. Les membres sont donc satisfaits de leur nouveau contrat de travail », ajoute ce dernier.

Rappelons que le syndicat regroupe 17 membres travaillant pour les Autobus de l'Estuaire inc.



Madame Julie s'en va, heureuse

PATRICK LAGACÉ

La Presse

Ça y est, Julie Déziel n'est plus enseignante. Après 34 ans, elle a décidé de prendre sa retraite. Elle plonge dans une autre vie, une autre vie où elle n'est plus « Madame Julie ».

Je profite des premiers jours après la fin des classes pour vous présenter une prof heureuse de l'avoir été et qui choisirait encore d'être enseignante au primaire. Elles sont des milliers, comme Madame Julie, malgré les ratés du système d'éducation et ses dérives, à avoir adoré enseigner. Il ne faut pas l'oublier, il ne faut pas les oublier.

Enseigner, c'est une expérience humaine enrichissante, valorisante. C'est faire une différence dans la vie des enfants, des centaines d'enfants qui deviennent grands un jour.

On a échangé juste avant sa retraite, ces derniers temps. Elle part sereine, par choix, mais mille choses lui manqueront de l'école Rinfret à Sainte-Ursule, en Mauricie...

Les dessins et les gribouillis remplis de *Je t'aime* et de *T'es la meilleure prof du monde...*

Le son de la vieille cloche dans la cour de récré.

L'odeur des pupitres mouillés, en juin.

Les pommes déposées sur le coin de son bureau, au temps des pommes, l'automne.

Toutes les couleurs des habits de neige des enfants qui contrastent avec le blanc immaculé de la neige en janvier.

Les millions de déguisements de l'Halloween et des journées thématiques.

Faire découvrir la littérature jeunesse aux élèves, leur donner la piqure de la lecture.

Le dodo à l'école avec les cocos, la veille d'une pédaço.

Tous les petits noms, justement, qu'elle donnait aux élèves : mon cœur, mon loup, mon chéri, mon trésor, mon coco, ma cocotte, mon grand, ma grande...

Madame Julie a enseigné dans cette petite école Rinfret, l'école qu'elle avait fréquentée, enfant, dans les années 1970.

L'enseignement, la « profitude », comme dit Julie Déziel, c'était dans son ADN : sa grand-mère, sa mère, sa filleule, ses tantes, ses cousines et même ses deux filles ont été ou sont en enseignement.

Elle parle d'un métier qui l'a comblée, d'un lien fort avec les enfants. Madame Julie mesure sa chance : enseignante dans une petite école, de petits groupes généralement, même si certains ont été plus rock and roll que d'autres. Elle est fière d'avoir, comme elle dit, « semé des grains de bonheur » dans sa classe.

Julie Déziel a commencé sa carrière en enseignant à des Bruno et à des Marie-France. Elle la termine avec des Florence et des Noah. Et à la dernière rencontre de parents, il y avait parmi ceux-ci plein de ses anciens élèves...

Elle a fait du mentorat auprès de jeunes profs et elle avait toujours le même message pour eux : « Créez-le, ce lien significatif avec les élèves, c'est la clé », et ce fut, dit-elle, sa marque de commerce.

« Chaque matin, j'ai accueilli mes élèves en les saluant individuellement. Encore il y a trois semaines, je faisais dodo à l'école avec mes cocos : j'ai imprimé des souvenirs pour la vie dans leur tête : jouer à la cachette dans l'école, manger des crêpes le lendemain matin. Au-delà des apprentissages, il y a la relation : un enfant qui se sent bien, il apprend bien... »

Madame Julie, en fait, n'a qu'un message éditorial, il est pour les parents : de grâce, éloignez vos enfants des écrans.

« Depuis dix ans, je vois un changement majeur dans le portrait des jeunes et c'est, ma foi, assez alarmant. Ce que j'enseignais aux jeunes il y a dix ans, les enfants d'aujourd'hui ne sont (en général) plus capables de l'apprendre (le nom des planètes, les provinces, les capitales, la règle de l'accord du participe passé avec

avoir). Le système n'a pas d'autre choix que de diminuer les attentes afin de favoriser la réussite des jeunes d'aujourd'hui... »

Julie Déziel décrit des enfants moins attentifs que naguère, qui maîtrisent un vocabulaire plus limité et qui ont de plus en plus de difficulté à gérer leurs émotions et à accepter le mot « non »...

Sans le savoir, sans références d'études scientifiques, Madame Julie décrit exactement ce qui préoccupe les scientifiques quand ils étudient les enfants nés « dans » le numérique.

« Il y a des exceptions, s'empresse-t-elle d'ajouter. Mon groupe de cette année était particulièrement "wow". Oui, il y a des petits loups curieux, vaillants, motivés, empathiques et capables de gérer leurs émotions, de s'organiser dans le temps, mais hélas, ce sont des cas d'exception... »

Madame Julie insiste encore : elle prend sa retraite par choix, pas par *écœurantité*. Elle s'ennuiera de mille petites choses qui ont tissé son bonheur, mais, quand même, il y a certaines choses dont elle ne s'ennuiera pas...

Elle pourra lire une phrase sans dire « virgule » et « point » à voix haute (!), parler même à ceux qui n'ont pas la main levée. Finis les corrections et les bulletins, les comités, la surveillance. Julie Déziel pourra aussi porter des sandales sans sangle à l'arrière...

« Et retrouver mon prénom, sans "Madame" devant le "Julie"... »

Alors je le dis une dernière fois pour Julie Déziel, mais je le dis aussi pour toutes les enseignantes qui ont pris leur retraite cette année, un peu partout dans les écoles du Québec...

Merci, Madame Julie.



Le jeu, tremplin vers le secondaire

Il y a quelques jours, ils étaient les grands de leur école. L'année prochaine, ce sera complètement différent. Afin de se préparer à leur entrée au secondaire, des jeunes de 6^e année ont reçu la visite d'artistes-médiateurs tout au long de l'année. Au cœur de leur démarche : le jeu. La Presse a assisté à leur dernier atelier.

VÉRONIQUE LAROCQUE

La Presse

Une fébrilité habite les jeunes de la classe de Geneviève St-Maur pendant qu'ils s'assoient en cercle. La chaleur accablante qui pénètre par les fenêtres du local leur rappelle que l'été est à nos portes. Cette promesse de vacances imminentes n'est toutefois pas la seule raison derrière les sourires des 18 élèves de 6^e année.

Pour la dixième et dernière fois, le groupe de l'école Saint-Clément, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, reçoit la visite des artistes-médiateurs Sandy Bessette et Simon Fournier, de la compagnie La marche du crabe. Depuis septembre, les jeunes participent au projet Passages, dont l'un des objectifs est de leur donner des outils pour mieux vivre la transition entre le primaire et le secondaire.

À quelques jours de la fin des classes, l'heure est au bilan. Les deux animateurs souhaitent faire un retour sur les huit ateliers et les deux pièces de théâtre auxquels les élèves ont assisté dans le cadre du projet.

« On a 50 minutes. C'est trop court ! On n'aura pas le temps de tout se dire », les prévient, avec regret, Simon Fournier.

Place au jeu

Mais avant d'ouvrir la discussion, c'est le moment de jouer. Car au cours de l'année, le jeu a été au cœur de tous les ateliers. Pas question que cette rencontre ultime fasse exception.

« Nous allons jouer au jeu des noms », annonce Simon Fournier.

Les élèves sont visiblement ravis. Sans se faire prier, ils énumèrent les règles : le premier à se lever 10 fois et à dire son nom haut et fort l'emporte. Si deux personnes se lèvent en même temps, elles sont éliminées par le juge.

Et comment est ce juge ? « Impitoyable et cruel », lancent avec entrain les enfants.

La partie commence. Certains se lèvent à répétition, espérant ainsi atteindre la fameuse dizaine avant tous les autres. Pour empêcher un ami de gagner, un garçon ose bouger en même temps que lui. Des exclamations félicitent ce sacrifice. Des rires éclatent.

Prendre la parole

Ce qui se déroule dans la classe semble n'être qu'un jeu. Et pourtant, à travers celui-ci, et tous les autres explorés au cours de l'année, les élèves acquièrent des compétences. Lors d'une rencontre précédente, ils ont été appelés à créer des partis politiques dans une ville fictive et à prendre position sur des enjeux clivants. « Dans la Cité de la grenouille, est-il permis d'avoir des cellulaires en classe ? », leur a, par exemple, demandé le juge – toujours impitoyable et cruel. À travers cet exercice, ils ont dû se forger une opinion, trouver des arguments pour la défendre, débattre...

Les jeux de théâtre qu'on fait avec eux les aident à prendre la parole, à se positionner dans un groupe [...], à parler fort pour se faire entendre. Ce sont de bonnes armes de communication pour quand ils entreront au secondaire.

Simon Fournier, de la compagnie La marche du crabe

Écouter

« Le projet Passages, je pense que ça leur a apporté de la confiance. Ça leur a permis de prendre leur place, mais aussi de laisser de la place aux autres », remarque pour sa part leur enseignante, Geneviève St-Maur.

Car si les jeux dirigés par les artistes-médiateurs invitent à la prise de parole, ils prônent également l'écoute. « Dans tous nos jeux de discussion, ils doivent laisser les

gens qui s'expriment finir leur tour de parole avant de dire quoi que ce soit, qu'ils soient d'accord ou non. Ça développe leur capacité à communiquer en société », détaille Sandy Bessette.

Et les élèves, que retiennent-ils du projet ? « Ne pas se fier au regard des autres », répond une fille. « Donner son opinion sans gêne », ajoute un garçon. « Laisser de la place à l'imagination », intervient un troisième.

Cette dernière remarque fait écho à *Victor*, l'une des deux pièces de théâtre de ruelle qui leur ont été présentées dans le cadre du projet. Dans cette œuvre créée par La marche du crabe, on suit des amis la veille de leur entrée au secondaire. Sur le point de quitter l'enfance pour l'adolescence, chacun d'entre eux a des appréhensions face à cette nouvelle étape. Les amis se retrouvent dans leur ruelle pour jouer comme autrefois et plonger dans leur imaginaire.

Au cours de la discussion en classe, les élèves tracent plusieurs similitudes entre eux et les personnages. Certains n'iront pas à la même école secondaire que leurs amis et cela les inquiète. D'autres sont fébriles à l'idée de pouvoir se réinventer. Tous semblent d'accord que depuis quelque temps, ils plongent moins souvent dans leur imaginaire.

Par leur propre expérience, Simon Fournier et Sandy Bessette tentent de leur démontrer que se permettre de jouer peut être très nourrissant. Après tout, ils ont beaucoup appris cette année grâce à des jeux parfois anodins.

S'ouvrir à l'autre

Les élèves de l'école Saint-Clément n'ont pas été les seuls à participer à cette première année du projet Passages. Une classe d'accueil de l'école Notre-Dame-

de-la-Paix, dans le quartier Verdun, a également suivi les ateliers.

À quelques reprises pendant le projet, les jeunes des deux écoles se sont rencontrés. « Lorsqu'on s'en va au secondaire, on quitte parfois nos amis de la petite école. On est obligé d'entrer en contact avec d'autres personnes », souligne Sandy Bessette, qui voit dans ce jumelage une façon de « tester ces premières nouvelles rencontres ».

Pour la classe d'accueil de Roxane Boucher-Desrochers, les ateliers représentaient un certain défi puisque la majorité des élèves sont arrivés au pays depuis moins de deux ans. « Ça leur a permis de développer autant la langue que leur affirmation de soi, leur confiance en soi. C'est très beau à voir », souligne avec fierté l'enseignante.

La compagnie La marche du crabe présentera en plein air les pièces *Victor* et *Amarelinha* à quelques reprises cet été, à Montréal et ailleurs au Québec.

[Consultez le calendrier des représentations](#)

Derrière le projet Passages

Si les élèves des écoles Saint-Clément et Notre-Dame-de-la-Paix ont pu accueillir dans leur classe des artistes-médiateurs, c'est grâce à Une école montréalaise pour tous. Depuis 27 ans, ce programme ministériel cogéré par les trois centres de services francophones et les deux commissions scolaires anglophones de l'île de Montréal permet aux écoles de milieux défavorisés de donner aux élèves l'occasion de vivre des expériences culturelles et artistiques variées. Cet accès à la culture, de même que les autres volets du programme, vise à réduire les écarts de réussite entre les élèves issus de milieux défavorisés et ceux qui ne le sont pas.

Actualités

Plus de 400 000 Québécois sont piégés dans la spirale de la grande vulnérabilité

Par La Presse Canadienne

Environ 425 000 Québécois seraient pris au piège dans une spirale de grande vulnérabilité. C'est-à-dire que leur évolution socio-économique est freinée par des revenus limités combinés à des compétences de base insuffisantes.

C'est ce qui ressort d'une étude publiée par la Fondation pour l'alphabétisation et conduite par l'économiste québécois Pierre Langlois.

Alors que le taux de pauvreté était à la baisse depuis 2015 au Canada, et plus encore au Québec, et que le profil scolaire global s'améliorait, depuis la pandémie de COVID-19 le nombre de personnes dans une situation de grande vulnérabilité est reparti à la hausse.

«Avec 6,13% de sa population de 15 ans et plus en situation de grande vulnérabilité et une tendance à la hausse, la spirale de la précarité retiendra prisonniers un nombre croissant de Québécois», écrit Pierre Langlois dans son étude.

«On le voit visuellement parce qu'on voit bien, dans nos quartiers respectifs, que le comptoir alimentaire est un peu plus bondé que dans le passé, souligne M. Langlois en entrevue avec La Presse Canadienne. On le voit aussi parce que, maintenant, il y a des gens qui dressent des tentes dans certains terrains, donc on commence à avoir des symptômes visuels de cette crise de la vulnérabilité.»

Exprimez-vous. Laissez un commentaire ci-dessous et faites-nous part de votre opinion.

Les disparités sont particulièrement grandes à Montréal, où l'indice de grande précarité le plus élevé est dans l'arrondissement plus modeste de Montréal-Nord avec 6,89%, tandis que le plus faible correspond au secteur de Ville-Marie-Ile-des-Sœurs-Sud-Ouest, qui affiche 3,99%.

À l'échelle de la province, ce sont les municipalités de La Tuque et de Salaberry-de-Valleyfield qui se partagent le triste record avec un indice de 7,37%.

L'inflation galopante parmi les causes

L'économiste met notamment en cause l'inflation galopante, qui entame les budgets des foyers depuis 2021. Or, l'indice de grande vulnérabilité fonctionne sur la base d'un cercle vicieux constitué par ses deux valeurs de références : la sécurité des revenus et la littératie. La logique est donc que «devant une situation de vie difficile, l'individu n'a pas les ressources financières pour entamer un processus de formation ou de mise à niveau de ses compétences et ce faisant, il reste captif de la spirale», explique M. Langlois.

Et le problème n'est pas à prendre à la légère, car la question de la littératie, rappelle l'économiste, est trop souvent schématisée. «Les gens vont faire le raccourci, à savoir que quelqu'un est analphabète ou non, souligne M. Langlois. Puis dans l'actualité, il y a des sites un peu sensationnalistes qui vont justement titrer qu'un québécois sur deux est un analphabète ou un analphabète fonctionnel. Mais c'est plus complexe que ça.»

Les niveaux de littératie prennent en compte, non seulement la capacité de lire et d'écrire, mais aussi celle de travailler à partir d'un texte et de données chiffrées. Il y a donc plus de gens ayant un trop faible niveau de littératie qu'on ne le croit. L'étude de Pierre Langlois révèle que 50,9% des Québécois sont sous le niveau 3 du PEICA, le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes.

Concrètement, selon la grille du ministère de l'Éducation du Québec, cela signifie que ces personnes ne sont pas ou peu capables de «comprendre des textes denses ou longs et d'y réagir adéquatement, de comprendre des structures de texte et des procédés rhétoriques, de cerner, d'interpréter ou d'évaluer une ou plusieurs informations et d'effectuer des inférences adéquates ainsi que d'effectuer des opérations comportant des étapes multiples et de choisir des données pertinentes à partir d'informations concurrentes pour déterminer et formuler des réponses.»

À titre de comparaison, le Québec, avec ses 50,9%, est sept points de pourcentage en dessous de l'Ontario en matière de littératie de niveau 3 du PEICA. Mais l'Ontario est lui-même bien en retard par rapport aux pays les mieux classés que sont le Japon, les Pays-Bas et la Finlande où le pourcentage de la population sous le niveau 3 est sous la barre des 40%.

Un retard historique, mais une amélioration

M. Langlois nuance tout de même le cas du Québec. Car les faibles taux de littératie se concentrent plutôt chez les aînés québécois, en raison d'un retard historique, souligne l'économiste. Il rappelle qu'en 1965, selon des Statistiques fédérales de l'époque, un Québécois sur deux n'avait ni diplôme d'études primaires ni diplôme d'études secondaires. Heureusement, «le brassage générationnel fait en sorte qu'on peut espérer que les résultats s'améliorent au Québec», fait valoir M. Langlois.

Selon lui, seule une aide extérieure «structurante» peut rompre le cercle vicieux de la grande vulnérabilité. Pour les ménages en situation de grande vulnérabilité qui ne peuvent pas aller chercher un premier diplôme, M. Langlois suggère de former «une équipe de choc» reliée à la direction de l'emploi du Québec. Une telle équipe «amènerait auprès de ces ménages vulnérables un plan d'intervention qui viendrait les soutenir financièrement, socialement» afin que ces individus puissent prendre le temps d'améliorer leurs compétences de base et obtenir la requalification professionnelle qui les sortirait de l'impasse.

Dans les pistes de solutions, il propose notamment de mettre en place un programme de soutien au revenu, l'accès temporaire à des logements sociaux ou abordables, des ressources en santé communautaire et en pédiatrie sociale ou encore un programme de mise à niveau des compétences de base qui déboucherait sur

une diplomation secondaire ou une formation professionnelle améliorant l'employabilité et l'espérance salariale.

L'une des clés est aussi, selon lui, la lutte contre le décrochage scolaire. «Tout ça demeure effectivement une stratégie nationale québécoise, qu'il faut continuer à bien financer», insiste Pierre Langlois. Il soutient qu'il faut garder les jeunes sur les bancs de l'école le plus longtemps possible, «notamment [les] garçons».

«À l'âge de 16 ans, il y a une porte qui s'ouvre vers les études professionnelles et souvent, ce sont des garçons qui vont prendre ce chemin, explique-t-il. Et dès qu'on tombe dans les études professionnelles, la littératie, ça devient quelque chose qui est absent.» Il soutient donc que la formation professionnelle au Québec pourrait certainement être améliorée.

«L'obtention d'un diplôme d'études secondaires n'est pas le seul déterminant, mais c'est la première clé pour améliorer nos résultats, rappelle Pierre Langlois. Là où on a un bon [dans les] résultats en littératie, c'est avec la fréquentation collégiale.»

Les chiffres recueillis pour son étude montrent qu'une personne ayant une forme d'étude secondaire au Québec, dans environ 66% des cas, aura quand même des enjeux de littératie. «Mais lorsqu'on ajoute la fréquentation collégiale, là on tombe dans des résultats de l'ordre de 40%», explique M. Langlois.

Un pourcentage de l'ordre de 40% de littératie de niveau 3 ou plus place le Québec au même rang que les meilleures nations du monde.

«Dans un monde parfait, si l'ensemble de la population québécoise avait minimalement une forme d'études collégiales, on aurait probablement des résultats de littératie qui seraient similaires aux meilleures nations dans le monde», conclut l'économiste

Sherbrooke

«Sans Le Goéland, je ne sais pas où je serais rendu aujourd'hui»

Par Lilia Gaulin, La Tribune

Pour Matthew Barrington, Faranaz Sherzad et Olivier Breton, l'école Le Goéland a été un véritable tremplin afin qu'ils terminent leurs études secondaires. Ces trois anciens ont obtenu leur diplôme à quelques années d'intervalle, mais leurs discours se rejoignent: Le Goéland a changé leur vie.

M. Barrington est maintenant vice-président commercialisation et associé chez Pieux Vistech Estrie. Âgé de 39 ans, il mentionne que l'école n'a jamais été sa force. L'école traditionnelle n'était pas faite pour lui. En revanche, il a su rapidement qu'il avait une fibre entrepreneuriale.

C'est la flexibilité du Goéland qui lui a permis de terminer ses études secondaires. «J'étais avec des pairs qui vivaient la même chose. L'école aux adultes, tu vas là quand tu es un adulte, quand tu as décidé de quitter le secondaire pour une raison x, y, z. Je me retrouvais avec des gens qui avaient relativement le même âge que moi. On cherchait tous à finir notre secondaire.»

Le son de cloche est le même pour Olivier Breton qui est maintenant camionneur chez L. Breton Transport. Il a effectué son parcours au Goéland de 2018 à 2021.

«Le Goéland a changé ma vie comme j'étais un élève avec beaucoup de difficultés scolaires que ce soit les mathématiques, l'anglais ou le français. [...] J'ai besoin d'un enseignant qui est en avant et qui va m'aider à me structurer», explique-t-il.

Exprimez-vous. Laissez un commentaire ci-dessous et faites-nous part de votre opinion.

Lettre du ministre Drainville

En août dernier, le ministre de l'Éducation Bernard Drainville a envoyé une lettre au Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke l'informant que le projet pédagogique particulier du Goéland ne serait plus reconnu à moins de changements majeurs afin qu'il soit conforme à la formation générale des jeunes. Le ministre a mentionné que le projet de l'école «répond

partiellement aux conditions permettant d'établir une école aux fins d'un projet particulier».

Il demande que le projet particulier du Goéland «s'applique uniquement aux élèves admissibles à la formation générale des jeunes» en plus d'intégrer l'ensemble des matières obligatoires et à options à l'horaire des élèves.

Actuellement, Le Goéland permet à des jeunes de 16 à 21 ans de reprendre leurs études au moment où elles ont été interrompues via la formation générale des jeunes. Les élèves peuvent obtenir leur diplôme d'études secondaires à leur rythme ou réaliser des cours préalables afin d'être admis dans des programmes d'études professionnelles ou collégiales.

Une formule unique

Les petits groupes et les enseignants ressources ont été l'une des clés de sa réussite, selon Olivier Breton.

«C'est ça qui différencie Le Goéland des autres écoles. C'est que tu es dans un plus petit groupe, dans un cadre structuré. Les enseignants sont là pour t'aider. N'importe quel prof est là pour ta réussite», estime Olivier Breton. Ses efforts ont été récompensés lors du Gala des Bravos organisé par la Fondation pour les élèves du CSSRS.

Cette structure doit être préservée pour permettre la réussite des futurs élèves qui tout comme lui ont besoin d'un cadre pour réussir, croit Olivier Breton. «Sans Le Goéland, je ne sais pas où je serais rendu aujourd'hui.»

La structure et la présence des enseignants ont aussi aidé Faranaz Sherzad, qui étudie maintenant en comptabilité et gestion au Cégep de Sherbrooke, à réussir. À ses yeux, Le Goéland était la meilleure option pour terminer rapidement ses études secondaires. Avant son parcours à l'école qui a pignon sur rue de l'Ontario, elle a notamment fait deux ans en classe d'accueil et une année au pavillon Le Ber de l'école

secondaire de la Montée. «Le Goéland, c'est comme une famille qui aide ses membres à obtenir leur diplôme.»

En Estrie, près d'un jeune sur cinq décroche sans diplôme ni qualification. «Je pense que c'est l'entre-deux qui doit être offert en région pour empêcher le décrochage scolaire. Parce que sinon, je ne suis pas certain que j'aurais même continué ou fini mon secondaire», explique l'homme d'affaires.

Une réflexion sur l'avenir de l'éducation

M. Barrington croit qu'une réflexion sur l'avenir de l'éducation doit être menée. «Il y a des moments où il va falloir qu'on s'arrête en tant que société et qu'on se pose les vraies questions. Notre but, c'est quoi? Est-ce que c'est d'éduquer nos jeunes, de s'assurer qu'on n'a pas de décrochage scolaire? Ou c'est d'être profitable et de balancer un budget?», soutient M. Barrington.

«Ce n'est pas vrai qu'une personne de 17 ans et qu'une personne de 35 ans ont les mêmes réalités et apprennent de la même façon.»

— Matthew Barrington

«Il y a certainement des gens comme moi dans la population qui à 16-17 ans ne sont pas prêts à aller à l'école aux adultes parce que la marche est trop grande, mais qui ont besoin de la flexibilité que le Goéland offre comparativement à l'école traditionnelle», ajoute-t-il.

Anne Blouin, enseignante en mathématiques au Goéland, estime que l'école tire son épingle du jeu grâce aux suivis serrés, aux cours magistraux et à sa structure.

M. Breton invite le ministre de l'Éducation à mieux comprendre la réalité de cet établissement.

«Venez faire un tour au Goéland, M. Drainville, et venez voir comment ça change la vie des élèves. Venez parler avec les élèves et vous allez tout comprendre pourquoi on veut maintenir les services.»

Isabelle Légaré

Aux commandes de son camion de cuisine de rue... à 15 ans

Par Isabelle Légaré, Le Nouvelliste

CHRONIQUE / Jordan Boissonneault n'a pas encore son permis de conduire, mais il possède déjà son propre camion de cuisine de rue. En attendant d'obtenir le droit de circuler sur les routes, c'est son père qui est derrière le volant pendant que lui, l'ado de 15 ans, gère l'entreprise sur quatre roues. Un cornet de crème glacée avec ça?

«Bonjour à tous! Je m'appelle Jordan, j'ai 15 ans et je suis un jeune entrepreneur passionné. Depuis maintenant deux ans, j'ai nourri le rêve d'acquérir mon propre *food truck*, et cette année, ce rêve devient enfin réalité! Je suis animé par une passion dévorante pour la cuisine et l'entrepreneuriat, et je suis convaincu que mon *food truck* sera bien plus qu'un simple camion de restauration. Il sera le reflet de mon engagement, de ma créativité et de mon amour pour les bons plats...»

C'était au début du mois de juin. Jordan s'est présenté avec cette publication qui n'est pas passée inaperçue sur les réseaux sociaux. Spontanément, les internautes lui ont exprimé leurs encouragements en le bombardant de cœurs et de pouces en l'air, en ne se gênant pas non plus pour partager son message près de 8000 fois.

«Je reçois 20 à 30 commentaires par jour!»

Le jeune homme est ravi. Les gens lui écrivent de partout au Québec pour l'inviter avec son camion aux couleurs de «Les délices sucrés». De Gatineau à Baie-Comeau en passant par Laval et Alma.

Exprimez-vous. Laissez un commentaire ci-dessous et faites-nous part de votre opinion.

Il ne pourra pas aller partout, mais une chose est certaine, son été s'annonce (très) occupé.

Spécimen rare

Jordan vient de terminer sa 2e année du secondaire. Personne ne sera surpris d'apprendre qu'il évolue dans un programme où les élèves sont appelés à développer leurs qualités entrepreneuriales.

Le garçon de Trois-Rivières se fait la main depuis un bon moment déjà. Il doit cette expérience de terrain à son grand-père paternel, un marchand ambulant dans des marchés aux puces.

«Je faisais la tournée des ventes de garage avec lui. C'est comme ça que j'ai appris à négocier.»

Jordan avait 10 ans lorsqu'il a commencé à accompagner son grand-père qui est aujourd'hui décédé. Philippe Boissonneault peut reposer en paix. Son petit-fils suit ses traces en assurant la relève derrière un kiosque situé au rez-de-chaussée du marché aux puces à Shawinigan. L'adolescent a un employé pour voir à tout en son absence...

«Je vends des kits de *diamond painting*.»

En français, c'est une forme de broderie qui ressemble à de la peinture à numéro, à la différence qu'on se sert de «perles» en résine multicolores pour créer des tableaux. Avis aux intéressés: «J'ai plus de 600 modèles! Je les vends moins cher qu'Amazon. Je commande souvent chez le même fournisseur, il me fait de bons prix.»

Sens des affaires

Jordan m'a donné rendez-vous entre deux examens de fin d'année scolaire. Il a suggéré que l'entrevue se déroule dans un parc à proximité de chez lui, dans le secteur Sainte-Marthe-du-Cap.

Le jeune homme est arrivé à l'heure pile, assis côté passager dans la camionnette conduite par son père René qui a préféré rester discret durant cet entretien. Fiston n'est pas différent des autres ados qui sont généralement plus bavards lorsque les parents se tiennent à distance, mais pas trop quand même.

À 10 ans toujours, Jordan faisait la tonte de pelouse au terrain de camping où il passait ses vacances estivales. «J'avais entre quinze et vingt contrats, à la semaine ou aux deux semaines.»

C'est aussi lui qui, dans une petite remorque tirée par son vélo, charriait le bois de feu de camp. À 12 ans, le garçon travaillait au bar laitier du camping, faisait le ménage à la salle communautaire, sortait les poubelles, etc.

Que le parent poule en vous se rassure, ça a toujours été son choix de bosser à un âge où les préados se la coulent douce du matin au soir.

«C'est moi qui voulais travailler.»

Jordan affiche un large sourire en disant cela, habitué qu'on l'examine comme un spécimen rare.

«J'aime me payer ce que je veux, sans avoir à le demander.»

Plus jeune, il s'est offert une planche à roulettes, une voiture téléguidée et autres «coups de tête» un peu trop dispendieux, analyse-t-il aujourd'hui avec son sens des affaires et de l'économie.

Depuis qu'il a 12 ans, Jordan a réussi à concilier ses études secondaires avec des boulots dans des cantines, casse-croûte et vrais restos. L'école n'est pas son truc, mais l'ado comprend l'importance d'y mettre les efforts. Respectivement agent d'intervention dans un centre jeunesse et infirmière à l'urgence, son père et sa mère ont toujours veillé à ce que leur fils garde le cap sur ses apprentissages scolaires.

Jordan aspire un jour à être propriétaire de son propre restaurant. «J'aimerais avoir un bar à poutines», dit-il en expliquant que les amateurs auraient la possibilité de choisir eux-mêmes les garnitures et la sauce sur les frites dorées.

Pour le moment par contre, le jeune homme réalise son rêve d'être à la tête de son propre camion de cuisine de rue, un projet qu'il mijote depuis quelques années déjà.

Jordan a beau travailler fort et épargner depuis quelques années déjà, il n'avait pas toute la somme requise pour acquérir le véhicule. Ses parents lui ont avancé l'argent. Leur garçon se donne deux étés pour les rembourser, en vendant ses fameux délices sucrés à bord du véhicule qui sera à son nom le jour de ses 16 ans, en novembre.

«On l'aide pourvu qu'il l'apprécie et que ça aille bien à l'école», indique son père qui prend ses congés pour donner un coup de main à fiston, enthousiaste à l'idée d'aller à la rencontre d'une clientèle de bonne humeur. Il ne peut pas en être autrement lorsqu'on se permet une gourmandise un soir d'été.

Après quelques écoles, dont la sienne, des festivals et événements sportifs ont commencé à réserver ses services. Jordan est également votre homme pour des mariages et autres fêtes privées en famille, entre voisins ou collègues.

«C'est moi qui trouve les contrats, qui contacte les fournisseurs, qui s'occupe des réseaux sociaux...», énumère le garçon qui, soit dit en passant, n'est pas laissé à lui-même pour gérer son *food truck*. Ses parents sont de bon conseil et font confiance à son jugement pour prendre la décision finale. Il n'est pas à l'abri d'une erreur, mais ça fait partie de son initiation au monde des affaires.

«Je sais ce que je veux», soutient l'ado qui y va aussi de cette réflexion pour expliquer sa recette du succès à seulement 15 ans.

«Je suis jeune. J'aime ça. Les gens me félicitent. Ils ont envie de m'encourager.»

Aussi simple que ça, comme une crème glacée molle savourée sous l'auvent de son camion de restauration. Ou un éventuel permis de conduire pour le trimbalier sous un ciel bleu.

LE DEVOIR

Lectures estivales

NORMAND BAILLARGEON

BAILLARGEON



Enfin du temps pour lire par plaisir ! Commençons par nous émerveiller.

Wow !

J'ai toujours passionnément aimé, recherché et voulu faire connaître ce que j'appelle des « wow », ces exclamations qui nous font lancer ces idées brillantes, inattendues, spectaculaires qui jalonnent toute l'histoire de la pensée humaine.

Normand Brais, avec raison, appelle cela des émerveillements et, dans son très beau livre, *Quand la science nous émerveille*. Parce qu'être curieux, ça rend heureux (Éditions La Presse, 2024), il nous parle de ceux que nous procure la science.

Il y a là de belles leçons pour les enseignants, des idées inspirantes à utiliser en classe — et pas seulement de sciences.

Il faut saluer la capacité de l'auteur à expliquer, à vulgariser et à faire aimer les sujets dont il parle. « Expliquer et démystifier comment fonctionnent les choses en ayant recours à des analogies de la vie courante tout en évitant le jargon des initiés », écrit-il, en présentant son projet. Il y parvient fort bien, en racontant des tas de choses qui vous feront lancer des tas de « wow » — je veux dire, vous émerveiller. Par exemple, comment Galilée s'y est pris pour réfuter ce que disait Aristote sur la chute des corps.

Et des tas d'autres.

Trucs et astuces

Parlant de science, Craig Barton enseigne justement les mathématiques. Dans son livre *Tips for Teachers: 400+ Ideas to Improve your Teaching* (John Catt, 2023), il

réunit plus plus de 100 trucs et astuces très concrets et très utiles pour enseigner.

Il les décline en 11 chapitres de théorie, suivant l'introduction : cultiver des normes et des routines en classe ; faire participer les élèves ; s'assurer de la compréhension ; réagir efficacement aux différentes réponses des élèves (comme le classique « je ne sais pas ») ; planifier ses cours ; déterminer, hiérarchiser et évaluer les connaissances préalables pertinentes pour les élèves pour préparer l'enseignement de nouvelles idées ; comment introduire, expliquer et modéliser de nouveaux concepts ; aider les élèves à étudier de manière indépendante ; les aider à comprendre et à correctement utiliser les recherches sur la mémoire ; comment donner des devoirs et faire un retour d'information pour stimuler l'apprentissage des élèves ; comment s'améliorer sans cesse en tant qu'enseignant.

De nombreux livres abordent ces questions, mais c'est fait ici de manière très concrète et informée. Non seulement Barton s'appuie-t-il sur de riches sources d'information, référencées à la fin de l'ouvrage, mais il donne aussi, à la fin de chaque truc et astuce, un fort utile code QR, qui permet de consulter les travaux de recherche pertinents relatifs à ce truc, à cette astuce.

Sur les sorties scolaires

Je l'ai souvent rappelé : les sorties scolaires culturelles, les liens avec les artistes et le milieu artistique peuvent être très enrichissants et prometteurs et doivent donc être pris au sérieux par l'école. Comment optimiser leur effet ? Olivier Dezutter et son équipe se sont penchés sur le sujet pour un rapport de recherche.

Directions d'école et enseignants gagneront à lire leurs inspirantes propositions, d'autant plus qu'en dépit du programme *La culture à l'école*, nous rappellent-ils, « le

nombre d'élèves qui ont la chance de vivre ces expériences demeure très limité ».

Parmi leurs conclusions, ils rappellent dans ce rapport de recherche que la plupart des jeunes de la fin du primaire et du secondaire disent « avoir éprouvé du plaisir, développé leur confiance en eux et ressenti de la fierté. Ce sont là des indicateurs d'une forte motivation ».

De plus, « de tels effets sont considérablement plus marqués chez les élèves fréquentant une école de milieu défavorisé. Au vu de nos résultats, et en tenant compte de la littérature de référence, il apparaît essentiel de sensibiliser et de former les personnes enseignantes, tout autant que les artistes, aux conditions permettant aux élèves de retirer le maximum de bénéfices de leurs expériences culturelles en milieu scolaire ».

Et une prochaine lecture

Ce dernier ouvrage, je l'avoue, je ne l'ai pas encore lu, mais il est dans ma pile à lire pour cet été. Il promet, car il est d'une brûlante actualité.

Dans Favoriser l'apprentissage et le bien-être. Tutorat et autres dispositifs d'accompagnement (PUQ, 2024),

Cathia Papi, de la TELUQ, se penche sur les mesures mises en place dans les écoles lors de la crise de COVID-19, sur les effets du tutorat et sur les divers moyens de pallier cette perte des apprentissages et du goût d'apprendre que l'on constate durant les vacances scolaires, la fameuse « glissade de l'été ».

C'est justement le moment d'en parler. Pour la contrer, il y a, par l'entremise des instances régionales de concertation présentes sur tout le territoire et divers partenariats, des tas de choses comme des camps pédagogiques, des sciences au camp, le projet Lit de camp, des activités d'art et conte, et bien d'autres à découvrir.

Sans viser directement le maintien des apprentissages durant l'été, elles « peuvent souvent y contribuer » et ainsi « favoriser une transition plus facile avec le retour à l'école à la rentrée ». N'hésitez pas à aller voir ce qu'on propose chez vous.

Cette chronique vous reviendra à la rentrée, en août. Bon été.

Docteur en philosophie, docteur en éducation et chroniqueur, Normand Baillargeon a écrit, dirigé ou traduit et édité plus de quatre-vingts ouvrages.

LEDEVOIR

Un demi-siècle (et plus) de débats

Survол des lois, des constatations et des réformes qui ont ponctué l'histoire de la langue française au Québec

JEAN-BENOÎT NADEAU

COLLABORATION SPÉCIALE

« Ça fait longtemps que l'idée de légiférer sur la langue est consensuelle au Québec », dit Benoît Dubreuil, commissaire à la langue française. Il en tient pour preuve une pièce législative méconnue, la loi dite Lavergne, du nom du député Armand Lavergne, qui l'avait fait voter en 1910. « Il avait mené une campagne de deux ans. Pratiquement toute la population du Québec avait signé sa pétition. »

Pour l'essentiel, il s'agissait d'une loi de bilinguisme. Elle introduisait le français dans certains types de commerce à une époque où l'anglais était souvent la seule langue d'affichage. Mais cette première législation plutôt timide — elle prévoyait des amendes de « vingt piastres » — ne suffira pas. Il faudra attendre encore 50 ans pour que le gouvernement du Québec commence à légiférer sérieusement sur la question.

Le premier morceau du puzzle se met en place en mars 1961, lorsque le gouvernement libéral de Jean Lesage crée l'Office québécois de la langue française, dont la vocation est alors essentiellement terminologique. Mais le recensement de 1961 fait planer le risque d'assimilation : la natalité baisse et les immigrants s'anglicisent massivement.

« L'enjeu était social : le français n'assurait pas la promotion socio-économique », raconte Martin Pâquet, historien à l'Université Laval et coauteur de Langue et politique au Canada et au Québec. Une synthèse historique avec l'historien Marcel Martel de l'Université York. « Ça prenait l'anglais pour grimper dans l'échelle sociale, et les immigrants recevaient le message cinq sur cinq. »

Suites de la crise de Saint-Léonard

L'abcès a crevé en 1967 dans ce qui était alors une banlieue de Montréal. La Commission scolaire catholique de Saint-Léonard décide d'éliminer les classes bilingues, qui sont, dans les faits, presque strictement anglaises. La communauté italienne rejette

complètement cette politique, et l'affaire tourne à l'émeute.

Afin de désamorcer la crise, le gouvernement de l'Union nationale promulgue d'abord le projet de loi 85, très timide, qui propose le libre choix et garantit l'enseignement en anglais pour la minorité anglophone. Ce projet de loi ne satisfait personne et meurt au feuillet.

La rentrée scolaire de 1969 déclenche l'émeute à Saint-Léonard, et le gouvernement propose le projet de loi 63. Mais le nom officiel — « Loi pour promouvoir la langue française au Québec » — est trompeur : il reprend l'essentiel du projet de loi 85 et accentue la crise, provoquant de nombreuses manifestations pendant de longs mois.

Rien n'est encore réglé en 1974 lorsque le premier ministre libéral Robert Bourassa dépose le projet de loi 22 sur la langue officielle. « C'était une loi de compromis », explique Jean-Charles Panneton, historien et auteur de deux tomes sur le gouvernement Lévesque. Adoptée le 31 juillet 1974, la loi 22 fait du français la langue officielle et impose l'école en français, mais elle instaure des tests d'anglais pour déterminer quels enfants ont droit à l'école anglaise.

La loi 22 déplaît à tout le monde. Les nationalistes l'interprètent comme un passe-droit en faveur des anglophones — lesquels sont très remontés contre l'évaluation de la compétence linguistique d'enfant cinq ans, qu'ils jugent ingérable et tatillonne. « La loi 63 avait fait battre le gouvernement de l'Union nationale, et la loi 22 a fait battre le gouvernement Bourassa aux élections de 1976 », résume Jean-Charles Panneton.

De loi en loi

Dans un documentaire sur les 40 ans de la loi 101, le sociologue Guy Rocher, qui en avait été un des rédacteurs à titre de sous-ministre de Camille Laurin, explique que le gouvernement du Parti québécois a tout

simplement repris la structure de la loi 22, mais avec un nouveau contenu.

Comme la loi 22, la loi 101 proclame l'unilinguisme officiel et décrète l'enseignement du français obligatoire. Mais l'école anglaise est réservée aux enfants de parents ayant fréquenté l'école anglaise (ce qu'on appelle la clause Québec). « Cette loi très forte va très loin dans ses dispositions, qui sont obligatoires, claires, et solides », explique Jean-Charles Panneton. Martin Pâquet ajoute : « Elle comportait une forte dimension utilitaire : le français devient langue de travail et les entreprises doivent obtenir des certificats de francisation. »

Dans les années suivantes, la Cour suprême en démantèlera plusieurs pans en invoquant l'article 33 de la Charte des droits et libertés qui protège les minorités. Elle imposera le bilinguisme dans les tribunaux et les jugements ; elle élargira le droit à l'école anglaise à tous

les Canadiens ; et elle invalidera le règlement sur l'affichage commercial en français. Ce dernier jugement amène le gouvernement du Québec à recourir à la clause dérogatoire, entraînant une grave crise constitutionnelle.

Il faudra plus de 40 ans pour que le gouvernement du Québec se décide à rejouer sous le capot : ce sera le projet de loi 96. « La loi 101 abrogeait la loi 22, la loi 22 abrogeait la loi 63, mais le projet de loi 96 n'a pas abrogé 101. C'est une réforme administrative », explique Martin Pâquet.

Ce dont convient Jean-Charles Panneton : cette nouvelle loi crée Francisation Québec et le Commissaire à la langue française. « Mais ça reste un réaménagement. On sent que le gouvernement est conscient d'un problème, mais ne sait pas comment y répondre. »

LEDEVOIR

Où en est le français 50 ans après la loi 22 ?

JEAN-BENOÎT NADEAU

COLLABORATION SPÉCIALE

Aux yeux de Benoît Dubreuil, commissaire à la langue française du Québec, la situation de la langue en 2024 est radicalement différente de celle qui prévalait en 1974. Ce n'est plus le même siècle : les francophones ont pris les commandes de l'économie, ils ne sont plus en situation d'infériorité socio-économique, mais l'interférence de l'anglais est restée.

L'interférence de l'anglais demeure « parce que l'économie s'est mondialisée et tertiaisée, et dans une économie tertiaire, tout est basé sur l'information et donc sur un contenu linguistique », indique Benoît Dubreuil.

Aussi, le niveau de connaissance du français dans la population a atteint un niveau difficilement envisageable par rapport à 1974, selon Jean-Pierre Corbeil, sociologue à l'Université Laval et codirecteur du livre *Le français en déclin ? Repenser la francophonie québécoise*. « La situation est même inverse. Neuf immigrants sur dix vont à l'école française, alors qu'ils choisissaient jadis l'école anglaise dans ces mêmes proportions. Et 75 % des anglophones parlent le français, alors que ça ne dépassait pas 30 % il y a 50 ans. »

Le commissaire à la langue française perçoit beaucoup de confusion quant au critère de langue parlée à la maison. « C'est interprété comme si on voulait entrer chez les gens, mais on est bien obligé de s'interroger sur ses répercussions quant aux préférences et aux comportements des locuteurs. »

Benoît Dubreuil convient cependant qu'il faut se garder des analyses simplistes puisque le rapport à la langue s'est complexifié. « Beaucoup de gens ont désormais des identités linguistiques multiples, et même chez des francophones de langue maternelle comme moi, on peut se poser des questions sur la place du français dans nos activités personnelles et familiales. »

Risque de confusion

La question est de savoir si la situation qui prévaut en 2024 est un nouveau « point zéro » d'une société qui a changé ou bien un premier glissement qui en annonce d'autres. Les données de Statistique Canada montrent que l'on utilise le français moins souvent dans presque tous les secteurs, y compris l'administration publique. La

diminution est plus forte dans le secteur de la finance et des services professionnels, mais la langue française s'est consolidée en éducation, en santé, dans la construction, dans le secteur manufacturier. « Je ne pense pas qu'on veuille vivre dans une situation de diglossie où le français serait réservé à certaines activités, alors que d'autres seraient la chasse gardée de l'anglais. »

Jean-Pierre Corbeil invite à la prudence dans le diagnostic, notamment le réflexe de tout ramener aux cégeps — ce qu'il appelle le « syndrome du 8 % ». « Parce qu'il y a 8 % d'anglophones au Québec, il faudrait que les cégeps et les universités anglophones soient cantonnés à 8 % des ressources et à 8 % des élèves. Voyons donc ! À Montréal, ça fait longtemps que la communauté anglophone tourne autour de 30 %. »

Il déplore une certaine vision en tunnel qui ramène constamment la recherche de solutions dans les mêmes ornières. « Non, on ne réglera pas les problèmes sur le marché du travail par l'éducation. Ce n'est pas ce qui se passe. Les Québécois se sont bâti une économie mondialisée et jouent un rôle névralgique dans plusieurs secteurs clés. On utilise l'anglais pour traiter avec des partenaires ou pour servir une clientèle de langue anglaise. Ce n'est pas le cégep qui fait ça. »

L'autre facteur qui entre en ligne de compte, c'est la hausse spectaculaire de l'immigration temporaire depuis 2016 et qui a tout changé. « On ne réglera pas ça en arrêtant l'immigration temporaire : les employeurs la réclament. » Il ironise également sur la tentation affirmée d'orienter l'immigration temporaire vers la francophonie, alors que les mêmes responsables politiques s'inquiètent de la diminution du nombre de francophones de langue maternelle. « La plupart des Africains ou des Maghrébins qu'on voudrait faire venir n'ont pas le français comme langue maternelle. »

Du marketing social

Jean-Pierre Corbeil est d'avis que le gouvernement du Québec va devoir intensifier son marketing social pour valoriser le français sur le marché du travail. « Ça implique de comprendre les facteurs précis de l'utilisation de l'anglais sur le marché du travail actuel, pas celui des années 1970. »

On en trouve un bon exemple dans le travail de la nouvelle commissaire à la langue française de Montréal, Noémie Dansereau-Lavoie. Alors que son collègue à Québec est beaucoup dans l'analyse de la situation, sa tâche principale concerne la mise en application de l'article 1 de la Charte de la ville de Montréal : « Montréal est une ville de langue française ». « Oui, la ville a un rôle d'exemplarité, et c'est ma première tâche d'y voir, mais ça va de pair avec la valorisation et le rayonnement de la langue. »

Elle coordonne tout un tas d'initiatives, telle Marquage, un projet du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants

pour valoriser la pratique du français dans leur vie quotidienne. « Il faut encourager toutes les initiatives, comme ce projet de mentorat "J'apprends le français" de la Chambre de commerce. » Tout en travaillant à une grande campagne ciblée parmi les milieux d'affaires, elle réfléchit à la manière dont Montréal doit s'acquitter de son rôle de métropole francophone des Amériques. « Il faut donner à nos 28 000 employés le goût et l'envie de la langue et le sens d'une mission collective. »

La nouvelle commissaire, nommée il y a un an, s'étonne d'ailleurs de la forte réceptivité du public : les réactions négatives ont été rares quand la Ville a imposé le français sur ses réseaux sociaux ou lorsqu'elle a cessé de traduire les titres de ses initiatives phares comme Réalisons Montréal ou Bienvenue bébé. « Il y a un espace à occuper pour parler aux nouveaux arrivants, aux jeunes, aux entrepreneurs. Il faut qu'on soit résolument et fièrement francophones. »

Commissaires linguistiques de tous les pays, unissez-vous !



MALGRÉ LES FISSURES

BOUCAR DIOUF

COLLABORATION SPÉCIALE

Les Québécois se demandent parfois pourquoi ils sont les plus taxés en Amérique du Nord. Ça fait mal sur le portefeuille du contribuable, mais c'est la seule façon de construire une société paisible et heureuse.

L'État-providence est bien plus généreux au Québec que dans le reste de l'Amérique du Nord. Pensons ici à l'aide sociale, aux programmes de garderies subventionnées, aux congés parentaux partageables entre les deux parents, à la scolarité universitaire à faible coût, aux services dentaires gratuits pour les enfants de moins de 10 ans et les prestataires d'un programme d'aide financière, etc.

Toutes ces initiatives distinguent grandement le Québec du reste de l'Amérique du Nord. Une vision que le gouvernement canadien finit tardivement par copier. On peut mentionner ici la récupération du programme des garderies subventionnées et de l'aide médicale à mourir par le gouvernement de Justin Trudeau.

Au nom de ce devoir de solidarité, même quand il y a une injustice ailleurs sur la planète, les Québécois sont souvent ceux qui s'indignent le plus ouvertement en Amérique.

Deux exemples pour donner une idée. En 2003, par un temps glacial, quelque 150 000 personnes ont battu le pavé à Montréal pour s'opposer à la guerre en Irak. Par rapport à sa population, c'était probablement une des plus grosses manifestations planétaires contre cette agression américaine. À titre de comparaison, à peine 10 000 personnes étaient sorties à Toronto pour manifester leur opposition.

Pour la justice et l'action climatiques, 500 000 personnes ont défilé en 2019 aux côtés de la militante Greta Thunberg. Une démesure due à une sensibilité environnementale des plus aiguës. Celle qui explique pourquoi le Québec est la première province canadienne à avoir adhéré à la bourse carbone et à s'être fortement opposée à l'exploitation des gaz de schiste. Pas surprenant aussi que ses bâtisseurs aient misé sur l'hydroélectricité à une époque où les énergies vertes n'étaient pas très en vogue dans le discours politique et scientifique.

Pendant qu'on parle de barrages, soulignons que dans la relation avec les Premières Nations et les Inuits, beaucoup de choses restent à faire. Mais, comme observateur venu d'ailleurs, il m'arrive de penser que le Québec a un rapport un peu plus sincère et égalitaire avec eux que les autres provinces, sauf peut-être la Colombie-Britannique. Du moins économiquement. La Convention de la Baie-James et du Nord québécois, celle du Nord-Est québécois et la Paix des braves ont ainsi été bénéfiques pour les Inuits, les Naskapis et les Cris.

La signature, le 18 février 2020, d'une entente avec les Cris d'un montant de 4,2 milliards pour les 30 prochaines années, en plein blocage ferroviaire des Wet'suwet'en, est une autre preuve indéniable de cette main un peu mieux tendue du Québec aux Autochtones.

C'est de nation à nation, et avec le sourire, que le premier ministre François Legault et le grand chef du Conseil des Cris Abel Bosum ont entériné cette entente baptisée la « Grande Alliance ». Une façon de travailler qu'an Lafrenière, député de Vachon et ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit, pratique dans l'ombre avec brio.

Certains décideurs autochtones saluent et apprécient également l'approche du nouveau PDG d'Hydro-Québec, Michael Sabia. Il reste beaucoup de travail, mais si on accepte de regarder cette réalité de face, si difficile à entendre soit-elle, on peut lutter contre ces injustices historiques et faire marcher le Québec devant pour ce qui est de la réconciliation.

Oui, notre modèle social, notre système de santé, nos écoles et nos routes en arrachent de plus en plus.

On n'a pas besoin d'être économiste pour réaliser aussi que ce modèle progressiste qui fait la douceur de vivre ici commence à se fissurer de toutes parts et qu'il est peut-être temps de se retrousser les manches pour entamer la troisième révolution qui le remettra sur les rails.

Mais notre modèle de société mérite d'être célébré à la hauteur de l'exemple unique qu'il représente en Amérique. Le Québec, dit Mario Polèse, c'est l'histoire d'un peuple tombé dans un abîme, mais qui en est sorti grandi, sans amertume, sans esprit de vengeance. Ce qui

s'est passé au Québec au cours des deux dernières générations relève du miracle, dit-il. Depuis longtemps, ajoute l'auteur, le Québec arrive en haut des classements de la liste internationale sur le bonheur des peuples. Au-dessus de la moyenne nationale canadienne. Les Québécois sont parmi les peuples les plus heureux de la planète. Le secret de cette félicité nationale qui commence à vaciller se trouve principalement dans le partage de la richesse.

Entendons-nous bien, je ne dis pas ici que le Québec est une nation sans reproche. Il y a beaucoup de choses à y corriger pour améliorer le vivre-ensemble et l'égalité des chances. On gagne d'ailleurs à éviter les braquages identitaires lorsque ces biais systémiques bien réels qui marquent encore notre société sont pointés.

Ce que j'essaye de dire, c'est que, sans être parfait, le Québec est indéniablement la nation qui a déployé la plus

grande volonté de construire une société juste et équitable en Amérique.

C'est une réalisation extraordinaire qui mérite d'être célébrée et rappelée aux jeunes pour leur donner une certaine fierté d'appartenance et l'envie d'écrire la page qui suit en ces temps où notre système craque et montre des signes de grande vulnérabilité. Il faut sauver cette exception québécoise en Amérique qui a fait dire à Mario Polèse : « Comment ce peuple a-t-il réussi non seulement à survivre à l'ombre des États-Unis, mais aussi à construire (et à maintenir) une autre "Amérique", plus petite certes, plus égalitaire et, si je peux me permettre l'expression, *plus humaine* ? »

Pour la réponse à sa question, je vous conseille de profiter de la fête nationale pour acheter et lire son excellent bouquin. En attendant, je vous souhaite une bonne fête nationale à tous et à toutes !

Début des vacances pour les élèves en Mauricie et dans le Centre-du-Québec

Francis Beaudry

Ça y est! La cloche a sonné pour la dernière fois de l'année scolaire dans les écoles primaires et secondaires partout dans la province.

Les élèves, dès vendredi, et le personnel scolaire dans quelques jours, pourront commencer leurs vacances après une année scolaire ponctuée notamment par une importante grève des enseignants.

L'école du Bois-Joli de Trois-Rivières avait préparé une célébration spéciale pour souligner le départ des finissants, comme l'explique Isabelle Nicol, directrice de l'école.

On se sent toujours fébrile, car c'est la fin de l'année. Nos élèves sont fébriles, ils sont joyeux donc on se sent bien, on se sent heureux. Environ 80 élèves terminent

cette année leur 6e année, donc on a prévu pour eux une petite fête spéciale, une haie d'honneur avec les parents qui les attendent, indique-t-elle.

Pour tous les autres élèves, une petite kermesse avec différentes activités et des surprises a été organisée.

Une mère de famille croisée à la sortie des classes expliquait que ses deux enfants qui vont à l'école du Bois-Joli ont hâte de revenir.

Ils sont enthousiastes pour la prochaine année. C'est sûr qu'ils sont aussi excités parce que c'est l'été qui s'en vient, mais ils ont passé une très très belle année scolaire, donc je suis très contente, comme d'habitude, dit-elle.

Enfin les vacances ! Retour sur une année scolaire mouvementée en Estrie

Radio-Canada

La cloche a sonné pour la dernière fois dans les écoles de l'Estrie. Les élèves peuvent profiter de deux mois de repos après une année marquée par la grève du Front commun et de plusieurs transporteurs scolaires.

Même si l'année a été parsemée d'embûches, plusieurs parents rencontrés à la sortie de l'école vendredi gardent un souvenir positif des derniers mois.

Globalement, comparé aux années qu'on a vécu avec la COVID, c'était une belle année.

Plusieurs familles ont dû faire appel aux grands-parents ou adapter leur horaire de travail lors des journées de grève et lorsque le transport scolaire a été interrompu par une grève, puis un lock-out.

Pour mon garçon, ça a été une très belle année. On s'est organisé, ça a bien été pareil, souligne une mère de famille.

Composer avec les grèves et l'éclipse

Le directeur du Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke, Sylvain Racette considère que malgré les difficultés rencontrées, le personnel a su s'adapter.

Il y a eu des moments difficiles, mais les gestionnaires se sont relevés les manches, puis ça travaille très très fort avec leur équipe école pour faire des plans, décrit-il.

Il y a des choses qui sont malheureuses comme les grèves, mais il y a d'autres choses comme l'éclipse qu'il

fallait aussi organiser par-dessus le reste, mais qui a été un grand succès avec nos élèves, donc je suis vraiment fier de l'engagement des gens.

Des projets pour l'année à venir

Si l'année scolaire a été empreinte de défis pour les établissements, celle qui suivra pourrait l'être tout autant pour certains établissements qui travaillent sur de nouveaux projets sur le point de se concrétiser.

À l'école Marie-Reine, les élèves feront leur prochaine rentrée dans une plus grande école au terme de travaux qui étaient attendus depuis longtemps.

Il y a une chose qui est certaine, en éducation c'est toujours un feu roulant d'activités, alors je pense qu'on est habitués. Cette année était particulièrement intense.

La directrice de l'école Marie-Reine, Linda Pagé qui prend sa retraite est fière de ce tout dernier accomplissement après 34 ans dans le domaine de l'enseignement.

C'est un projet que j'ai chéri pendant plusieurs années cet agrandissement-là. Je quitte le cœur gros, le cœur content, dit avec fierté Linda Pagé.

Si une page se tourne pour la directrice, l'histoire ne fait que commencer pour des milliers d'élèves qui comptent bien profiter des prochaines semaines de repos avant de rentrer en classe l'automne prochain.

Avec les informations de Jean Arel

Sherbrooke

Lock-out aux Autobus des Cantons: les chauffeurs en colère

Par Lilia Gaulin, La Tribune

Les chauffeurs des Autobus des Cantons se sont butés à des portes closes vendredi matin alors que leur employeur, la compagnie Sogesco, a décrété un lock-out à l'occasion de la dernière journée d'école à Sherbrooke. Ce sont des chauffeurs en colère qui ont dénoncé l'attitude de leur employeur devant le garage situé sur la rue King Est à Sherbrooke.

Le président de la CSN-Estrie, Denis Beaudin, qualifie d'«odieux» et de «méprisable» le lock-out déclenché par l'employeur. À ses yeux, il s'agit «d'un manque de respect total» envers les chauffeurs d'autobus scolaire.

Vendredi soir, le Syndicat des travailleuses et travailleurs du transport scolaire des Autobus des Cantons-CSN a refusé à 98 % les dernières offres de Sogesco, et ce, même si la menace de lock-out plane depuis le début de la semaine.

En déclenchant un lock-out à la dernière journée d'école, l'employeur prive par le fait même les chauffeurs de leurs prestations d'assurance-emploi durant la saison estivale. «Se servir d'une loi sociale comme l'assurance-emploi pour pénaliser les travailleurs parce qu'ils n'acceptent pas une offre finale odieuse [c'est inacceptable]. [...] L'offre était odieuse, mais l'attitude de l'employeur a fait en sorte que les gens ne pouvaient tolérer et le laisser gagner de cette façon», note M. Beaudin.

Par courriel, Mylène Forget, présidente de la firme Massy Forget Langlois relations publiques qui représente Sogesco, a indiqué par courriel que l'entreprise n'accorde aucune entrevue dans le cadre des négociations.

Exprimez-vous. Laissez un commentaire ci-dessous et faites-nous part de votre opinion.

«Hier, à la fin de l'assemblée, il y a une personne qui est venue me voir et qui m'a dit: "on savait que notre employeur nous aimait pas, mais on ne pensait pas qu'il nous haïssait à ce point.»

— Denis Beaudin

La CSN rencontrera les instances politiques pour tenter que les chauffeurs puissent obtenir du chômage, mentionne M. Beaudin. «Avec la loi et les paramètres actuels, même si on s'entendait demain, ils ne peuvent pas recevoir [de chômage] parce que dans les règles de l'assurance-emploi, il faut qu'il y ait une reprise des activités à un haut pourcentage pour y avoir accès et les reprises d'activités ne seront pas avant cet automne. Il est très très clair qu'avec la colère qu'on voit ici, cet automne, il n'y aura pas de transport scolaire», ajoute-t-il.

«Vous savez, nous, ce sont des milliers de dollars qu'on va perdre cet été.»

— Denise Pinard, chauffeuse aux Autobus des Cantons

Employeur «mesquin» et «sauvage»

Jean-Pierre Guay, chauffeur d'autobus, considère que son employeur a été «mesquin», voire «sauvage» dans le déclenchement de ce lock-out. Il déplore l'offre faite par Sogesco. Privé d'assurance-emploi cet été, il participera aux activités de mobilisation de la CSN pour obtenir une compensation monétaire. «Il y a bien des plus vieux qui font ce travail parce qu'ils ne veulent pas travailler l'été. On l'a fait pendant 20, 30 ou 40 ans. En venant ici, on savait qu'on ne travaillerait pas l'été. [Avec le lock-out], ça nous oblige à venir ici tous les matins pour aller faire du piquetage.»

«L'employeur nous a menacés d'accepter les offres. Il nous a mis le couteau sous la gorge pour accepter les offres en sachant très bien qu'il ferait peur à des chauffeurs en disant "on vous met en lock-out et vous n'aurez pas de chômage"», lance M. Guay.

«Ça montre bien la reconnaissance que l'employeur a envers ses employés», croit quant à elle la chauffeuse Denise Pinard. Elle souhaite que des suivis plus serrés soient effectués par le gouvernement à propos des sommes qui sont remises aux transporteurs scolaires.

«Comment ça se fait qu'il n'y ait pas de vérifications pour s'assurer que l'argent soit à la bonne place?» se questionne-t-elle.

La présidente du Syndicat des travailleuses et travailleurs du transport scolaire des Autobus des Cantons-CSN, Chantale Paré, salue la mobilisation de ses membres. Elle dénonce les agissements de

Sogesco. «Il pense juste à son portefeuille. [...] On est encore en dessous du seuil de la pauvreté avec son offre», résume-t-elle.

Ce sont 52 circuits scolaires qui sont à l'arrêt à Sherbrooke vendredi. Le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke a informé les parents de l'avis de lock-out mercredi matin.

Sport local

Un terrain multisports incluant une piste d'athlétisme accessible à tous

Par Jérôme Savary, La Voix de l'Est

L'idée ne date pas d'hier. Elle est dans l'air depuis 2005, si l'on en croit le député de Granby, François Bonnardel, qui rêvait alors que les élèves de J.-H.-Leclerc puissent un jour avoir leur terrain à eux: «Ce terrain va permettre de [renforcer] le sentiment de fierté et d'appartenance à l'école chez les jeunes de J.-H.»

Beaucoup d'acteurs et de «gymnastique financière», aux dires de M. Bonnardel, ont été nécessaires pour accoucher, 20 ans plus tard, de ce projet estimé à 7,3 millions.

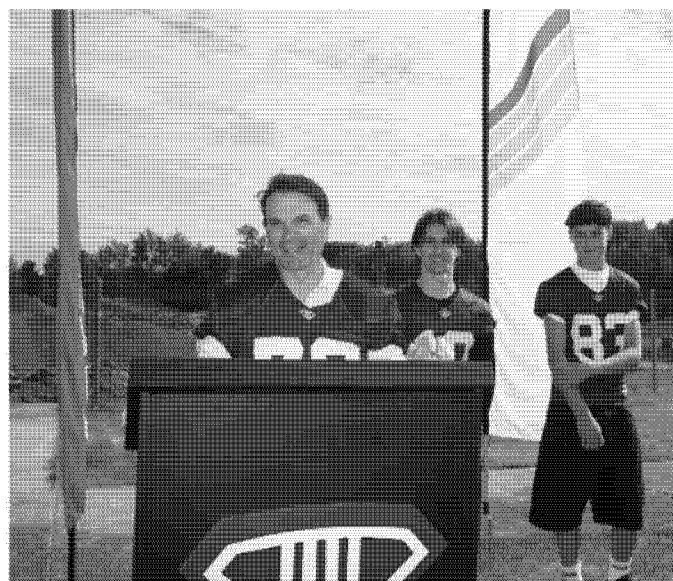
ministre de la Sécurité publique, Isabelle Charest, ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air, Eric Racine, ex-DG de Val-des-Cerfs, et Paul Goulet, conseiller municipal (Catherine Trudeau/La Voix de l'Est)

Accessibilité

Ces infrastructures seront accessibles à la communauté sportive de Granby, et pas seulement aux élèves de J.-H.

Le terrain de soccer pourra par exemple être utilisé par les Cosmos, et la piste d'athlétisme permettra notamment au club d'athlétisme Adrenaline de bénéficier des nouvelles installations. D'autres sportifs devraient également y avoir accès.

Cela reste toutefois à être précisé dans une entente entre la Ville et le Centre de services scolaire de Val-des-Cerfs — propriétaire du terrain — qui est en cours de rédaction afin de paramétrer les détails de l'accessibilité.



François Bonnardel, idéateur de ce projet au long cours, était le premier à prendre la parole. (Catherine Trudeau)



Québec limite la hausse du compte de taxe scolaire à 3 % en moyenne

Le ministre des Finances, Eric Girard, et le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, annoncent que le taux de la taxe scolaire passera de 0,09730 \$ à 0,09152 \$ par tranche de 100 \$ d'évaluation et que le manque à gagner sera comblé par une aide financière additionnelle de 150 M\$ accordée aux centres de services scolaires. Ainsi, le compte moyen au Québec, qui est actuellement de 355 \$, augmentera de 10 \$ pour s'établir à 365 \$ en 2024-2025. Sans cette intervention, le compte de taxes moyen aurait subi une hausse de 15 %, soit 54 \$. Rappelons que le gouvernement verse déjà chaque année aux centres de services scolaires une subvention de l'ordre de 1,8 G\$ afin de réduire le compte de taxe scolaire des Québécois et de maintenir un taux de taxe unique à travers le Québec. En place depuis juillet 2020, le taux de taxe unique fluctue chaque année selon le coût des besoins locaux de l'ensemble des centres de services scolaires et la variation de l'assiette des valeurs foncières. La subvention additionnelle de 150 M\$ aux centres de services scolaires annoncée aujourd'hui portera l'aide gouvernementale pour le financement des besoins locaux à près de 2G\$ par année.

Investissement de 27,3 M\$

C'est un départ pour l'école de Farnham

CLAUDE HÉBERT

chebert@laveniretdesrivieres.com

ÉDUCATION. Plusieurs représentants du milieu scolaire, du monde municipal et de l'industrie de la construction ont eu l'occasion de visiter le chantier de la nouvelle école primaire de Farnham, vendredi dernier, à la veille des grandes vacances estivales.

Le bâtiment de 4700 m² sera érigé tout au fond du développement domiciliaire Le Domaine du Sentier, au sud de la route 104 et à l'ouest de la route 235, sur les anciens terrains de la famille Barabé.

Cette construction permettra de répondre à l'essor démographique constaté dans ce secteur. « Mon collègue Bernard Drainville, du ministère de l'Éducation, a reconnu l'importance d'ajouter une nouvelle école sur le territoire de Farnham, une ville en plein essor », indique la députée et ministre Isabelle Charest.

Cette dernière se réjouit à l'avance pour les enfants de Farnham qui auront la chance d'évoluer dans « un lieu d'enseignement et de socialisation moderne propice à la

réussite éducative et au développement personnel ».

Le maire Patrick Melchior voit également cette construction comme un projet de bon augure pour l'avenir de Farnham. « L'arrivée de ce nouvel établissement scolaire permettra de garder nos élèves dans notre localité », mentionne-t-il.

Le directeur général du Centre de services scolaire (CSS) du Val-des-Cerfs, Carl Morissette, prend soin de rappeler que le nouvel établissement va servir à l'ensemble de la population en vertu d'une entente à finaliser entre les autorités scolaires et municipales qui permettra d'accueillir les citoyens en dehors des heures de classe (soirs et week-end).

CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

Cette école primaire abritera 16 classes à raison de deux par niveau, une salle à manger, un gymnase double, une bibliothèque, quatre bureaux de professionnels et une salle dédiée aux membres du personnel. La nouvelle construction répondra par ailleurs aux plus récentes normes ministérielles en matière

d'économie d'énergie et de développement durable.

L'établissement en forme de «L» fera notamment appel à des matériaux comme l'aluminium et le bois d'œuvre. Il sera également agrémenté de discrètes touches de bleu fleurdelysé, conformément aux écoles de nouvelle génération.

Les classes seront vitrées et disposeront de panneaux translucides avec vue sur les corridors. Les locaux seront par ailleurs décorés avec les créations des élèves.

L'école sera entourée d'une zone boisée et un «corridor actif» viendra ceinturer le bâtiment tout en assurant un lien avec le reste du voisinage.

«L'établissement de Farnham aura la même signature que l'école des Colibris (Cowansville), l'école des Perséides (Granby) et l'école des Monarques (Granby), inaugurées l'année dernière, tout en affichant certaines caractéristiques distinctives», signale l'architecte responsable du projet, Paul Faucher,

d'Espace Vital Architecture.

ÉVOLUTION DES TRAVAUX

La réalisation du projet, par l'entreprise Decarel, de Westmount, nécessitera plus d'une année de travail et des investissements de 27,3 M\$ financés en très grande partie par le ministère de l'Éducation du Québec. La Ville de Farnham contribue également au projet en fournissant les fonds nécessaires à l'achat du terrain.

«Les travaux ont débuté en mai et devraient être complétés pour la rentrée scolaire 2025-2026», précise Mario Beauvais, directeur des ressources matérielles – volet projets – au CSS du Val-des-Cerfs.

Ce dernier ajoute que l'entrepreneur général fera appel aux services de plusieurs sous-traitants locaux ou régionaux.

«L'aménagement d'une nouvelle rue donnant directement accès au campus scolaire est également prévu», poursuit-il.

Pour donner un peu d'air durant la rentrée scolaire

SOCIÉTÉ. Les familles en situation de faible revenu sont invitées à s'inscrire en ligne pour obtenir un soutien pour la rentrée scolaire 2024. Cette aide est accordée dans le cadre de « l'Opération Rentrée Scolaire », soutenue par l'organisme Le Support et un comité de partenaires. L'objectif est d'alléger le fardeau financier des familles à faible revenu lors de la rentrée scolaire.

L'inscription se déroule jusqu'au 5 juillet en ligne (regionvic.to/operationrentreescolaire). Cette aide s'adresse aux résidents de Chesterville, Daveluyville, Ham-Nord, Maddington Falls, Notre-Dame-de-Ham, Saint-Albert, Saint-Christophe-d'Arthabaska, Saint-Rémi-de-Tingwick, Saint-Rosaire, Saints-Martyrs-Canadiens, Saint-Samuel, Saint-Valère, Sainte-Clotilde-de-Horton, Sainte-Hélène-de-Chester et Victoriaville.

Au cours de la dernière année, l'Opération rentrée scolaire a permis d'offrir une aide financière pour l'achat de matériel scolaire à 420 élèves provenant de 15 municipalités. Le comité tient à remercier l'Association des familles monoparentales ou recomposées La Source, le Carrefour des générations du Grand Daveluyville, le Centre de services scolaire des Bois-Francis, le CAIBF, le

Service d'entraide des Hauts Reliefs et le CIUSSS MCQ pour leur précieuse collaboration en soutien aux familles lors des inscriptions des familles et de la distribution des bons d'achat.

D'AUTRES FORMES D'AIDE ACCORDÉES DANS LA RÉGION

Un soutien peut être accordé aux résidents de Kingsey Falls, Saint-Rémi-de-Tingwick, Sainte-Élisabeth-de-Warwick, Tingwick et Warwick par l'entremise du Centre d'entraide Contact de Warwick qui peut être joint au 819 358-6252.

Pour leur part, les résidents de Princeville peuvent recevoir un soutien provenant de l'organisme O.R.A.S.S.E. en composant le 819 364-3409. Enfin, dans la région de L'Érable (à l'exception de Princeville), les familles en situation de faible revenu peuvent contacter l'organisme ORAPÉ au 819 362-0001.

Nomination à la DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE du Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud

La Direction générale et le conseil d'administration sont fiers d'annoncer la nomination de madame Dany Grégoire au poste de directrice générale adjointe du Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud. D'abord enseignante de français au secondaire puis conseillère pédagogique en français, Madame Grégoire a occupé des postes de directrice d'établissement au secondaire ainsi que de coordonnatrice des services éducatifs à la Commission scolaire des Appalaches.

Elle a par la suite occupé la fonction de directrice du Service de l'enseignement puis

de directrice des Services de l'enseignement et du transport scolaire au Centre de services scolaire des Hauts-Cantons. Elle est également chargée de cours à l'Université de Sherbrooke. En plus de son parcours professionnel diversifié, madame Grégoire possède également un certificat en enfance inadaptée, une maîtrise en gestion de l'éducation, un diplôme de 3^e cycle en gestion de l'éducation et complète actuellement un doctorat professionnel en gestion de l'éducation où elle se spécialise dans l'accompagnement du développement du leadership des directions d'établissements.

Madame Grégoire apporte donc une riche expérience en éducation, en gestion et en accompagnement dont pourra bénéficier toute l'organisation. Ses compétences, son leadership et son intérêt marqué pour le travail collaboratif s'harmonisent en tout point avec les valeurs du Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud. Madame Grégoire entrera en fonction le 2 juillet prochain et succède à monsieur Pierre Côté qui quitte ses fonctions pour une retraite bien méritée après 11 ans à titre de directeur général adjoint et secrétaire général de l'organisation. **(LOB)**



Dany Grégoire. Photo de courtoisie.

Une classe extérieure à l'école Vincent-Lemire à la rentrée 2024

STÉPHANIE PARADIS

sparadis@icimedias.ca

SAINT-FRANÇOIS-DU-LAC. L'école primaire Vincent-Lemire aura bientôt une classe extérieure afin que ses élèves puissent vivre l'école au grand air. Alors que la première pelletée de terre devrait avoir lieu dès la fin des classes, ce sont les élèves de la rentrée scolaire 2024-2025 qui pourront en bénéficier. Il s'agit d'un projet d'environ 130 000 \$.

La classe extérieure comportera un tableau blanc en bois et acier, un abri, une dalle de béton, des bancs en pierres naturelles, des tables, un aménagement avec des plantes et un terrassement. On aimerait également ajouter deux balancelles doubles.

« On cherche encore du financement et des

commanditaires, parce qu'on voudrait qu'il y ait plus de choses! », lance Audrey Normandeau, directrice de l'École Vincent-Lemire.

« Au départ, il y a beaucoup de choses qu'on voulait mettre, comme des balancelles doubles ou même des vélos stationnaires qui font que tu peux bouger en même temps qu'en apprenant, ajoute-t-elle. Juste l'abri, c'est très dispendieux, alors on va ajouter des choses au fil du temps. »

À l'École Vincent-Lemire, on souhaitait que les enfants puissent apprendre à l'extérieur, beau temps, mauvais temps. Il n'y avait également pas d'arbres pour créer de zones ombragées. « Ça joue sur la motivation, car on n'est pas obligé d'être assis à un bureau. On peut être partout, on peut être debout, on peut bouger en même temps. C'est prouvé que c'est bénéfique de sortir à l'extérieur », conclut M^{me} Normandeau.

Deux écoles récompensées par la CNESST

Par Mario Pitre



Les représentants de l'école La Riveraine et de la CNESST lors de la remise du certificat. (Photo gracieuseté)

Deux écoles de la région ont été récompensées récemment par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), lors de la troisième édition du concours organisé dans le cadre de son programme Kinga, prévention jeunesse, dans la région de la Montérégie-Ouest.

Deux récompenses de 2500 \$ chacune ont été remises à l'école de la Riveraine, située à Saint-Zotique, et au Collège Bourget, situé à Rigaud, pour leur participation remarquable aux activités du programme.



Un prix a aussi été remis au Collège Bourget, de Rigaud. (Photo gracieuseté)

Ce soutien financier pourra permettre l'organisation d'activités pédagogiques à des fins de prévention et de promotion des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

Le programme Kinga, prévention jeunesse, s'adresse à l'ensemble des élèves du Québec, de la maternelle à la fin du secondaire, et propose des activités pédagogiques clés en main pour sensibiliser les jeunes à des valeurs sous-jacentes aux lois appliquées par la CNESST et à favoriser le développement de connaissances et de compétences personnelles et sociales.

Sur le plan national, cinq écoles préscolaires et primaires et cinq écoles secondaires ont reçu chacune un prix de 10 000 \$. La CNESST a également remis 36 prix d'une valeur de 2500 \$ dans des établissements d'enseignement primaire et secondaire de chaque région du Québec.

Un nouveau pavillon de services offert aux piétons et cyclistes

RÉDACTION

C'est en présence de ses partenaires que la Ville de Princeville a procédé à l'inauguration officielle du pavillon de services situé sur la portion urbaine du Parc linéaire des Bois-Francis. Le projet totalisant 240 000 a été financé à parts égales par le Fonds régions et ruralité (FFR) de la MRC de L'Érable et le Centre de services scolaire des Bois-Francis (CSSBF).

Construit par Entreprise R.G.L. et Frères, selon les plans et devis de Lemay Côté architectes, le pavillon de services vise dans un premier temps à répondre à un besoin exprimé par les usagers du Parc linéaire des Bois-Francis. Comme l'explique le préfet de la MRC de L'Érable et maire de la Ville de Princeville, Gilles Fortier, l'ajout de commodités était réclamé par cette clientèle.

« Plusieurs usagers de Princeville ou en provenance des autres municipalités environnantes font halte au centre-ville durant leur déplacement sur la piste cyclable. Ils auront maintenant à leur disposition des toilettes et un endroit pour remplir leurs gourdes. »

Mentionnons qu'une partie du bâtiment servira pour l'entreposage de l'équipement sportif du Programme Santé Globale de l'école secondaire Sainte-Marie de

Princeville. « Vraiment, la Ville de Princeville est un partenaire privilégié pour le Centre de services scolaire des Bois-Francis, assure le directeur général adjoint du CSSBF, Frédéric Gagnon. Nous avons à cœur d'accompagner les jeunes et nous nous félicitons que cette nouvelle installation joue un double rôle. Elle est à la fois essentielle pour les jeunes et pour tous les usagers de la piste cyclable. »

Il faut souligner qu'une station de réparation de bicyclette Biciborne est également située à proximité du nouveau pavillon de services. Fabriquée au Québec, cette station de réparation est équipée d'une pompe à air et de plusieurs outils protégés des intempéries afin de permettre des réparations mineures sur les vélos.

La Corporation du Parc linéaire des Bois-Francis est enchantée par la réalisation du projet. « Le nombre de passages sur la piste est en constante augmentation et ce nouveau pavillon était fortement souhaité. C'est un enjeu de taille pour le Parc linéaire de pouvoir mettre à la disposition des usagers ces installations pour leur permettre de se désaltérer et de remplir leur gourde », mentionne la directrice de la Corporation, Mélanie Houle.

Les travaux pour l'ajout d'un terrain synthétique à l'école Thérèse-Martin ont commencé

FABRICE SAMEDY

Le Centre de services scolaire des Samares a annoncé le début des travaux qui résulteront en l'installation d'un terrain synthétique ainsi qu'à la réfection de l'anneau d'athlétisme à l'école secondaire Thérèse-Martin de Joliette.

L'aménagement de l'espace extérieur a été entamé le 3 juin dernier et l'inauguration officielle est prévue pour cet automne.

L'espace comportera notamment une surface de terrain de qualité supérieure avec une durabilité accrue.

De plus, ce projet comprend une aire de jeu suffisamment grande pour permettre la pratique du football et du soccer en plus d'avoir une piste d'athlétisme ainsi que des pistes pour la pratique de sauts en longueur.

Des gradins pouvant accueillir jusqu'à 400 spectateurs ainsi que de nouveaux équipements de pointage et d'éclairage permettant la tenue d'évènements sportifs en soirée seront aussi installés.

Le tout s'inscrit dans le cadre du Programme de soutien aux infrastructures sportives et récréatives scolaires et d'enseignement supérieur et représente un investissement total de 4,8 millions de dollars de la part du ministère de l'Éducation du Québec, du Centre de services scolaire des Samares et de la Ville de Joliette.

La CNESST remet 15 000\$ à 3 écoles lavalloises

Par [Rédaction Laval](#)

[Facebook](#)[Twitter](#)[LinkedIn](#)

La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) a remis de nombreux prix lors de son 3e concours organisé dans le cadre de son programme Kinga, prévention jeunesse, dans la région de Laval.

Une somme de 10 000\$ a été remise à l'école Horizon Jeunesse qui s'est distinguée à l'échelle nationale.

Deux autres récompenses de 2500\$ chacune ont été remises à l'école primaire Le Tandem et au Centre de qualification professionnelle et d'entrepreneuriat de Laval, pour leur participation remarquable aux activités du programme.

Sur le plan national, 5 écoles préscolaires et primaires et 5 écoles secondaires ont reçu chacune un prix de 10 000\$, incluant l'école du quartier d'Auteuil.

La CNESST a également remis 36 prix d'une valeur de 2500\$ dans des établissements d'enseignement primaire et secondaire de chaque région du Québec.

Ce soutien financier pourra permettre l'organisation d'activités pédagogiques à des fins de prévention et promotion des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

Programme

«Pour faire de la prévention une valeur partagée par tous les Québécois.es, il est important d'amener les jeunes à adopter des comportements sécuritaires dès leur entrée à l'école, écrit la Commission, dans sa communication aux médias. Pour ce faire, la CNESST a élaboré le programme *Kinga, prévention jeunesse*.»

Ce programme éducatif s'adresse à l'ensemble des élèves de la province, de la maternelle à la fin du secondaire, et leur permet d'apprendre tout en s'amusant.

Grâce à des activités pédagogiques clés en main, le programme vise à sensibiliser les jeunes à des valeurs sous-jacentes aux lois appliquées par la CNESST et à favoriser le développement de connaissances et de compétences personnelles et sociales. (C.P./IJL)



Plusieurs étudiants ayant participé au programme Kinga en compagnie de la directrice de l'école Horizon Jeunesse, Nassima Araar, des membres du personnel Myriam Dubois, Catherine Sigouin, Marie-Pierre Paquin, de la conseillère en prévention de la CNESST Estelle Martel-Côté et de la directrice générale de la prévention Montréal-Rive-Nord de la CNESST, Isabelle Audit. (Photo gracieuseté - CNESST)

Plusieurs écoles de la région récompensées par la CNESST

ZACHARY DESROSIERS

Différents établissements scolaires de l'Abitibi-Témiscamingue ont été honorés ce 20 juin lors de la troisième édition du concours Kinga, présenté par la commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

L'événement, qui vise à encourager la sensibilisation à la santé et à la sécurité du travail chez les jeunes à travers le Québec, a donc décerné plusieurs sommes significatives à trois écoles de la région : le Centre d'éducation des adultes La Passerelle à Amos, l'école secondaire Natagan à Barraute, ainsi que l'école Kinojévis à McWatters.

La formation des adultes s'est particulièrement distinguée en recevant une somme significative de 10 000 \$.

Les écoles de McWatters et Barraute ont reçu chacun un montant de 2 500 \$.

Une réussite à travers la province

La CNESST a soutenu plus de 3000 projets au cours de l'année scolaire 2023-2024, près de 67 000 jeunes ont participé aux activités offertes par la compagnie d'assurance.



©Gracieuseté

Le centre d'éducation La Passerelle d'Amos a obtenu une somme de 10 000\$

Programme Kinga, prévention jeunesse

Plusieurs écoles de Laval récompensées par la CNESST

Par Salle des nouvelles

La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) a remis de nombreux prix, lors de la troisième édition du concours organisé dans le cadre de son programme Kinga, prévention jeunesse, dans la région de Laval.

Une somme de 10 000 \$ a été remise à l'école Horizon Jeunesse qui s'est distinguée à l'échelle nationale. Deux autres récompenses de 2 500 \$ chacune ont été remises à l'école primaire Le Tandem et au Centre de qualification professionnelle et d'entrepreneuriat de Laval, pour leur participation remarquable aux activités du programme.

Sur le plan national, cinq écoles préscolaires et primaires et cinq écoles secondaires ont reçu chacune un prix de 10 000 \$. La CNESST a également remis 36 prix d'une valeur de 2 500 \$ dans des établissements d'enseignement primaire et secondaire de chaque région du Québec.

Ce soutien financier pourra permettre l'organisation d'activités pédagogiques à des fins de prévention et de promotion des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.



Le CSSDC règle le dossier des choix de programmes et s'attaque au transport scolaire

PAR EMMANUELLE LEBLOND

Selon l'organisation scolaire, 94 % des élèves ont obtenu leur premier choix de programme dans leur école de territoire. «On est content de voir qu'on répond aux intérêts des jeunes. En septembre, tout devrait se déployer normalement, fait savoir le directeur général du CCSDC, Lucien Maltais. C'est sûr qu'il va avoir des inscriptions tardives, comme des changements d'adresse. Ces jeunes-là ne peuvent pas être traités en priorité puisqu'on a déjà traité ceux de la période d'inscriptions.»

Les inscriptions se sont déroulées en février dernier. Les élèves ont sélectionné leurs programmes préférés parmi ceux qui étaient offerts dans leur école de territoire. Les places ont été attribuées en fonction des ressources disponibles.

Les jeunes de quatrième et de cinquième secondaire bénéficient d'une clause de protection pour qu'ils puissent poursuivre leur programme actuel.

«C'est vraiment le premier et le deuxième choix qui ont été ciblés. Sauf exception, ça devrait être quelques élèves qui ont eu leur troisième choix», soutient M. Maltais.

L'an prochain, le CSSDC accueillera près de 5800 élèves au secondaire dans ses cinq établissements scolaires.

Les jeunes ont reçu dernièrement leur lettre de confirmation. Au cours des derniers jours, certains parents ont exprimé leur mécontentement sur les réseaux sociaux. «Évidemment, il y a toujours des gens qui ne sont pas satisfaits de la situation pour diverses raisons. Ça peut être par exemple parce que leur jeune n'a pas eu leur premier choix de programme, ce qui est très compréhensif. On connaissait déjà ça avant. Il faut se rappeler qu'avant, on avait environ 850 demandes et on acceptait 550 élèves. Notre taux de refus était beaucoup plus grand avant. On n'en faisait pas de cas.»

Soulignons que le CSSDC a analysé les écarts de réussite de ses élèves des classes régulières à ceux des programmes particuliers et a constaté qu'il devait apporter des améliorations à son offre de services afin d'augmenter la motivation scolaire, d'améliorer

l'accessibilité à ses programmes et d'accroître la réussite scolaire.

En ce sens, les écoles ont revu leur offre de services. Chaque établissement scolaire propose minimalement un programme d'arts, de sports et de science.

Du coup, le CSSDC viendra donner de l'air à son service de transport scolaire, qui flirte avec le point de rupture depuis quelques années. En 2023-2024, 50 % des élèves fréquentaient une école autre que celle de leur territoire.

Demande de choix d'école

Les parents pouvaient effectuer une demande de choix d'école pour leur enfant. En ce qui concerne le transport scolaire, il devra être assumé par les parents, sauf si des places sont libres dans un parcours passant à proximité de l'école.

Près de 70 % des élèves ont obtenu une réponse positive à leur demande de choix d'école. Au total, le CSSDC en a reçu 538. «On s'attendait à en recevoir plus que ça. Je pense que les jeunes ont compris qu'ils allaient à leur école de territoire et qu'ils avaient intérêt à y aller», indique le directeur général.

Les programmes de sport font partie des plus populaires dans cette catégorie.

En avril dernier, les parents des élèves en musique à l'école secondaire Jean-Raimbault ont exprimé leurs inquiétudes quant à la pérennité du programme, alors que la majorité des élèves habitent à l'extérieur du territoire pédagogique. C'était d'ailleurs aussi le cas des élèves en danse.

À la suite de la période d'inscriptions, le CSSDC confirme qu'il y aura le même nombre de groupes que l'an dernier en musique à Jean-Raimbault pour l'année scolaire 2023-2024.

La situation est différente pour le programme de danse. «C'est en danse qu'il y a un impact cette année. On a quand même réussi à maintenir les inscriptions. Ça fait partie des préoccupations et des éléments à analyser. On va devoir porter des ajustements possiblement, trouver

des moyens pour faciliter les inscriptions. C'est à suivre», a dit M. Maltais.

«Certainement, il va falloir être créatif. Une chose est certaine, on veut la poursuite du programme de danse et on veut la poursuite du programme de musique. On va mettre tous les efforts nécessaires pour les supporter là-dedans.»

Concrètement, il y aura un groupe de moins en première secondaire en danse attribuable par le fait que les élèves doivent intégrer leur école de territoire et que le transport n'est pas assuré en choix d'école. Cependant, des demandes de places de courtoisie peuvent être déposées.

Sans contredit, les prochains mois seront occupés au centre de services scolaire. «Avec la nouvelle configuration des inscriptions dans les écoles secondaires pour la rentrée 2024-2025, tout un travail est

en train de se faire au transport pour tout revoir les parcours et les circuits. On est supporté par une firme pour analyser le tout. C'est un défi majeur au niveau du transport scolaire. Les réponses vont suivre prochainement. On essaie d'offrir le meilleur service à nos parents et à nos élèves.»

Notons qu'il n'est pas encore possible de savoir le nombre d'élèves qui changeront d'établissement scolaire dès la prochaine rentrée scolaire. Au moment d'écrire ces lignes, le CSSDC procède à une analyse.

Le coût des programmes

Concernant le montant payé pour les programmes particuliers, avec les subventions reçues du ministère de l'Éducation, le coût des programmes sera nul, sauf pour les programmes de musique (200 \$), PEI (295 \$) et sport-études (entre 835 \$ et 6610 \$ selon le sport).

Expropriation des terrains de la Sapinière : Val-David perd sa cause en appel

PAR MÉDIALO

La Cour du Québec a confirmé la décision du Tribunal administratif du Québec (TAQ), ordonnant ainsi l'expropriation quasi totale des terrains et des bâtiments du domaine de la Sapinière.

Rappelons qu'en 2021, la Municipalité a lancé le processus d'expropriation d'une partie de terrain vacant du domaine de la Sapinière pour la construction d'une nouvelle école. En réaction, l'entreprise propriétaire du domaine a déposé une requête auprès du TAQ pour contraindre la Municipalité d'acquiescer la quasi-totalité des lots et des immeubles du domaine. En 2022, le TAQ a rendu une décision en faveur de l'entreprise, puis la Municipalité a fait appel de cette décision devant la Cour du Québec.

Le projet d'école demeure

La Municipalité de Val-David confirmait que cette nouvelle décision n'affecte en rien le projet de construction de la nouvelle école. Selon le Centre de services scolaire des Laurentides, le début des travaux de construction de la nouvelle école est prévu pour le printemps 2025, en vue d'une ouverture en septembre 2027.

Par voie de communiqué, la Municipalité de Val-David mentionnait qu'elle prendra le temps d'analyser ce jugement avant de formuler tout commentaire. Pour de plus amples informations sur le dossier de la nouvelle école, il est possible de consulter le site.

Vague de chaleur : les écoles du CSSL sont prêtes

PAR MÉDIALO

Avec la vague de chaleur, le Centre de services scolaire des Laurentides (CSSL) partage les mesures prises dans ses écoles pour assurer le confort et la sécurité de ses élèves et membres du personnel.

« Nous sommes privilégiés d'être situés dans les Laurentides, un territoire riche en végétation, parcs et zones d'ombre, ce qui nous aide à gérer les périodes de chaleur », déclarait le directeur général du CSSL, Sébastien Tardif en préambule du communiqué publié par le CSSL.

Ainsi, des mesures proactives sont mises en place pour s'assurer que les écoles puissent accueillir, au besoin et à tour de rôle les élèves dans des zones plus fraîches situées à l'extérieure à proximité des écoles. Également, plusieurs autres initiatives ont été mises en place pour rafraîchir les élèves, telles que la distribution de bouteilles d'eau et l'installation de boyaux d'arrosage. Notons qu'en plus des propositions mises en place par le CSSL, les écoles mettent de l'avant leurs propres initiatives pour faire face à la situation.

Appel à la collaboration

Pour faire face aux vagues de chaleur, le CSSL mise également sur la collaboration avec ses partenaires, notamment les Villes de Sainte-Adèle, de Sainte-Agathe-des-Monts et de Mont-Tremblant, qui permettent aux élèves du secondaire d'avoir accès aux centres sportifs climatisés adjacents et à distance de marche de chacun des établissements au cours des prochains jours. Les élèves peuvent s'y rendre au besoin lorsqu'accompagnés de membres du personnel de l'école.

« Il est crucial de rester proactifs et de travailler en collaboration avec les parents et la communauté pour faire face à ces défis climatiques », mentionnait, Sébastien Tardif.

Améliorations et modernisation des installations

Par ailleurs, le CSSL a profité de l'occasion pour faire le point sur les améliorations faites dans les écoles. En effet, bien que son parc immobilier soit vieillissant, des travaux d'améliorations locatives continuent d'être apportés de manière progressive dans les différents bâtiments de son territoire.

Au fil des années, le budget alloué pour les améliorations locatives des écoles a augmenté. C'est grâce à des mesures gouvernementales vouées à la rénovation des bâtiments et à l'achat de mobilier et d'équipements que le CSSL a pu faire l'installation de climatiseurs dans plusieurs classes déjà.

Il y a quelques années, le CSSL a commencé à équiper les classes avec des climatiseurs en débutant par les écoles primaires, car cette clientèle requiert une surveillance plus attentive. Par la suite, la priorité a été donnée aux secteurs dont les locaux étaient particulièrement affectés par la chaleur.

Voici les données actuelles concernant la climatisation dans les classes:

- Au sud (Saint-Sauveur, Sainte-Adèle et Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson), environ 75% des classes sont climatisées ;
- Au centre (Val-David, Sainte-Agathe-des-Monts, Saint-Adolphe-d'Howard et Saint-Donat), environ 40% des classes sont climatisées;
- Au nord (Mont-Tremblant, Huberdeau, Amherst, Labelle et La Minerve), environ 30% des classes sont climatisées ;
- Comme les centres de formation professionnelle sont ouverts à l'année et que des cours d'été sont offerts, 100% de ces établissements sont climatisés.

De l'école à l'avenir : le directeur du CSSL souligne les efforts de tous les finissants

Sébastien Tardif, directeur général du Centre de services scolaire des Laurentides s'est entretenu avec L'info au sujet de la transition vers l'avenir des étudiants finissants du CSSL.

PAR GABRIELLE SARTHOU

Pour les étudiants, la transition du secondaire vers la prochaine étape de leur vie est une période charnière, selon Sébastien Tardif, directeur général du Centre de Services scolaire des Laurentides. « C'est une transition », explique-t-il. « Tout au long de notre vie, nous vivons plusieurs transitions importantes. Que ce soit le passage de l'école primaire au secondaire, le début de la vie commune ou la retraite, chaque transition nécessite une bonne préparation. » Pour cela, il énumère des facteurs de protection : « une bonne connaissance de soi, une bonne estime de soi, un sentiment de compétence et un réseau sur lequel on peut compter. »

Une transition significative

Pour les finissants du secondaire, cette transition implique souvent de choisir entre différents chemins : entrée sur le marché du travail, formation professionnelle ou poursuite des études collégiales et universitaires. « Quelle que soit la décision prise, il s'agit toujours d'une transition significative », souligne M. Tardif. « Les élèves quittent un environnement scolaire plus encadré, plus sécurisé, et peu importe où les finissants vont aller, ce sera vers une plus grande autonomie. Ils vont devoir mobiliser des compétences qui ont été développées au fil des ans et les mettre en pratique. »

Savoir motiver

Motiver les finissants à terminer leur parcours est important pour l'organisation scolaire. « La perspective d'un avenir meilleur est un facteur de motivation clé », explique M. Tardif. Il complète en ajoutant qu'il est important de

rendre les apprentissages significatifs pour les élèves, en montrant comment ils peuvent être appliqués dans leur vie quotidienne. Il donne l'exemple qu'il est plus motivant d'apprendre à faire des fractions en faisant une recette qu'en effectuant des exercices dans un manuel. De plus, une relation de confiance entre les enseignants et les élèves est essentielle, tout comme un soutien personnalisé en fonction des besoins de chaque élève : « On cherche à les aider à avoir un but à atteindre, un élève qui n'a pas de plan c'est un élève à risque. Il faut les accompagner, les orienter. Avoir un plan moyen long terme c'est toujours gagnant. » Il souligne l'importance de leur offrir un milieu sain et sécuritaire.

Les finissants en chiffre :

Le Centre de services scolaire des Laurentides compte cette année un total de 930 finissants, dont 530 dans le secteur jeune (incluant un diplôme d'études secondaires (DES) et une qualification en métier spécialisé) 50 en éducation des adultes et 345 en formation professionnelle. « Chaque finissant mérite d'être reconnu pour ses efforts », souligne M. Tardif. « À nos yeux tous les finissants ont fait des efforts importants, peu importe le parcours de chacun, ils sont allés au bout de leur programme d'étude. Pour nous, c'est important de reconnaître tous nos finissants, car tous les chemins sont exigeants. »

À l'école Curé-Mercure, on compte 161 élèves finissants : 139 auront un DES et 22 auront une formation semi-spécialisée;

À l'école Augustin-Norbert-Morin, il y a 201 finissants : 184 obtiendront un DES, 17 finiront avec une formation en métier semi-spécialisé; À la Polyvalente des Monts, il y aura 170 finissants, dont 144 qui décrocheront un DES et 26 une certification en formation semi-spécialisée; À Vert-Pré, 3 étudiants finiront avec un DES.

Pour les jeunes qui quittent l'école secondaire, M. Tardif leur souhaite que de belles choses : « Ce que j'espère pour eux, après le passage à la CSSL, c'est qu'ils aient confiance en eux, qu'ils osent voir grand, qu'ils se projettent dans l'avenir, qu'ils vivent leur passion, et qu'ils réalisent leurs rêves. »

L'école des Colibris sollicite l'implication de la population

PAR XAVIER DEMERS

ÉDUCATION. L'école des Colibris à Cowansville invitait récemment la communauté, autant les parents, les grands-parents que quiconque du secteur, à un événement intitulé Bienvenue à la communauté. L'équipe de l'école qui a ouvert ses portes l'automne dernier en a également profité pour inciter la population à s'impliquer.

Les intéressés pouvaient donc laisser leur nom à l'entrée ce qui a formé une banque de candidatures de personnes désirant s'investir bénévolement à l'école.

D'ailleurs, un formulaire est disponible en ligne sur le site internet de l'école des Colibris pour ceux qui voudraient s'inscrire.

« On devait faire l'événement au début de l'année, mais il restait quelques petites retouches à faire, on voulait attendre qu'elle soit prête, a relaté la directrice de l'école, Manon Turgeon. Je suis bien contente d'avoir attendu parce qu'elle est vivante. Au début de l'année, on ne se l'était pas encore appropriée, mais là, la différence est toute là : les élèves habitent leur école. »

« C'est beau à entendre une école où les jeunes s'activent, a commenté de son côté le directeur général du Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs, Carl Morissette. Beaucoup de parents et de grands-parents étaient présents. On veut une école ouverte sur sa communauté et c'est vraiment ce qu'on voyait ce soir. »

PREMIÈRE ANNÉE

M^{me} Turgeon s'est réjouie de la première année scolaire du nouvel établissement.

« C'était au-delà de mes rêves, a-t-elle déclaré. Ça fait des années que je suis dans le monde de l'éducation et le Centre de services a été généreux avec les directions des quatre écoles nous permettant d'être libérés plusieurs mois avant leur ouverture. On a pu y réfléchir à nos nouvelles écoles. On a pu s'attarder à la pédagogie et ce qu'on voulait qui y soit vécu. Ça fait toute la différence. »

La directrice soutient que toute l'équipe-école s'est mise à la tâche pour bâtir la vie à l'intérieur des murs.

« Les enseignants ont travaillé très fort, a-t-elle martelé. Chacune des journées pédagogiques était centrée sur l'amélioration de notre fonctionnement, de notre projet éducatif et de notre plan de lutte. On voulait vraiment avoir un projet éducatif à la hauteur de nos attentes. Ce sont des écoles nouvelles générations, il fallait y faire honneur aussi. »

« C'est beaucoup de travail, beaucoup plus que ce qu'on pourrait penser, de partir une nouvelle école de zéro, où tout est à bâtir, a ajouté M. Morissette. C'est aussi une super belle occasion. On est vraiment contents de voir qu'elle a été saisie pour en faire quelque chose de positif. »

La mairesse de Cowansville, Sylvie Beauregard, s'était aussi déplacée pour l'événement, qui consistait en une visite des lieux et de kiosques préparés pour l'occasion, suivie d'allocutions.

« On était très fiers d'y avoir contribué, a-t-elle affirmé. Ça permet à des enfants d'avoir le meilleur apprentissage dans le meilleur environnement possible. C'est très stimulant. Ça se reflète dans le personnel. C'est un plus pour la communauté. »

ACCENT SUR L'ALIMENTATION

L'école des Colibris est dotée d'une cuisine d'enseignement qui est utilisée par les élèves. Des élèves avaient d'ailleurs préparé des biscuits pour les invités lors de l'événement.

« Notre intention, c'est d'aller chercher le soutien de la communauté pour démarrer des jardins extérieurs, a noté M^{me} Turgeon. On veut que les enfants apprennent de ce jardin nourricier et qu'on puisse utiliser les récoltes dans notre propre cuisine. On a une technicienne en alimentation qui cuisine avec les élèves et ça incite beaucoup les enseignants à cuisiner avec les élèves également. »

La nouvelle école compte sur 320 étudiants de la maternelle à la sixième année. Elle est située sur la rue du Nord, près de la rue des Colibris, où se trouvait anciennement le garage municipal.

Un programme Arts-études en musique à l'école secondaire Émilien-Frenette

PAR RÉDACTION

Après un an de travail et de mobilisation, la demande de reconnaissance d'un programme Arts-études en musique, déposée par l'équipe de l'école secondaire Émilien-Frenette, a été approuvée par le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ). Il s'agit d'une première accréditation du genre pour le Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord (CSSRDN) et pour la région des Laurentides.

Ce programme artistique particulier, offert dès la prochaine année scolaire, s'adresse à tous les élèves de la première à la cinquième secondaire du territoire du CSSRDN intéressés par une formation musicale, même s'ils n'ont jamais suivi de cours de musique.

« Chaque élève bénéficie d'un enseignement de qualité en classe auquel s'ajoute un soutien soutenu à l'extérieur des plages régulières de cours, alors qu'une gamme diversifiée d'activités et de projets lui sont offerts en complément à sa formation musicale au sein de

l'Harmonie Émilien-Frenette. En plus d'atteindre un niveau de compétences artistiques élevé, ce programme permet à l'élève d'apprendre à développer sa créativité, son autonomie, son sens de l'organisation et à s'investir dans sa réussite et sa persévérance scolaire », écrit le CSSRDN dans un communiqué.

Des places sont toujours disponibles pour l'année scolaire 2024-2025. Pour en savoir plus, communiquez avec l'école secondaire Émilien-Frenette au 450 438-4108.

L'école brûlée sur la rue Lavallée sera démolie

Par Michel Hersir

L'édifice qui abritait autrefois le Centre de formation professionnelle Charlotte-Tassé, et auparavant l'école primaire Samuel-de-Champlain, sera démoli. Un violent incendie avait entraîné des dommages importants au bâtiment situé sur la rue Lavallée, à Longueuil.

Selon une information relayée aux résidents du secteur par le Centre de services scolaire (CSS) Marie-Victorin, la démolition sera amorcée en juin.

La fin des travaux est prévue pour la fin août.

La reconstruction du Centre de formation professionnelle Charlotte-Tassé est quant à elle à l'étude par le CSS, mais aucune date n'est avancée pour le moment.

Rappelons qu'en matinée le 4 novembre 2022, environ 120 pompiers ont été déployés sur place, alors que l'incendie faisait rage sur le bâtiment, qui était en rénovation. Il n'y avait eu aucun blessé. Selon le Service de sécurité incendie de l'agglomération de Longueuil, l'incendie aurait d'ailleurs été causé par l'un des travailleurs, qui manipulait un outil produisant des flammèches.

Communiqué (s)

NÉGOCIATION NATIONALE 2023

Nouvelle convention collective pour les membres de la FAE

25 juin 2024

C'est aujourd'hui (21 juin) que les représentantes et représentants de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) ont procédé à la signature du nouveau contrat de travail des plus de 66 500 enseignantes et enseignants membres de ses syndicats affiliés, pour la période 2023-2028. Cette signature marque la fin d'une ronde de négociation ardue, entreprise il y a plus de 20 mois.

« Une période d'écriture intensive a précédé cette signature au cours de laquelle nous avons intégré les nombreuses modifications contenues dans le nouveau contrat de travail, notamment celle permettant une hausse salariale pouvant aller entre 17 % et 24 % ainsi que l'implantation d'un mécanisme de composition de la classe inédit au primaire et au secondaire. Celle-ci commandait qu'un sérieux coup de barre soit donné afin d'améliorer les conditions de travail et, du même coup, l'attraction et la rétention du personnel enseignant. Malgré ces avancées, tout n'est pas réglé pour autant. Un travail tout aussi important nous attend dans le cadre de la prochaine ronde de négociation. Entretemps, la mobilisation exceptionnelle des Québécoises et Québécois aux côtés des enseignantes et enseignants pour améliorer l'école publique doit également se poursuivre », a fait valoir Mélanie Hubert, présidente de la FAE.

Un travail au long cours

Le 27 octobre 2022, la FAE déposait ses demandes syndicales dans le cadre de la négociation visant à renouveler le contrat de travail de plus de 66 500 enseignantes et enseignants membres de ses syndicats affiliés. C'est donc 20 mois plus tard, grâce à la détermination et à la mobilisation exceptionnelle des profs, qu'aujourd'hui, le 21 juin 2024, leur nouveau contrat de travail peut désormais s'appliquer.

Pour plus d'information



Fédération autonome de l'enseignement

8550, boulevard Pie-IX, Bureau 400

Montréal Québec

Canada H1Z 4G2

www.lafae.qc.ca

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL

Prix Étincelle et de reconnaissance en lecture : notre personnel éducatif se démarque!

21 juin 2024



Les prix Étincelle et de reconnaissance en lecture visent à valoriser le travail des membres du réseau scolaire qui cultivent le plaisir de lire au sein de leur communauté éducative. Décernées par le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), ces récompenses soulignent l'influence positive qu'elles ont auprès de leurs collègues ainsi que leur contribution à la réussite des jeunes.

Au CSSDM, deux projets se sont distingués!

Nous félicitons Chantal Serpa, orthopédagogue à l'école Hélène-Boullé et responsable du projet littérature jeunesse, et Viviane Morin, bibliothécaire aux services éducatifs impliquée dans le projet « Livrooom ».

Passionnées d'offrir un accompagnement personnalisé aux élèves ainsi qu'à l'ensemble du personnel, elles ont su mettre sur pied un projet créatif alliant plaisir et éducation et se sont ainsi méritées ces distinctions bien méritées!

Pour plus de détails :

- Livrooom : [Publication du CSSDM sur Facebook](#)
- Prix Étincelle : [Site du MEQ](#)
- Prix de reconnaissance en lecture : [Site du MEQ](#)
- En savoir plus sur le Livrooom : [Lancement 2021](#)

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

Brigitte Assaf lauréate du prix «Une pratique remarquable»

21 juin 2024

Brigitte Assaf, enseignante à l'école spécialisée John-F.-Kennedy (Beaconsfield et LaSalle) est lauréate du prix «Une pratique remarquable» remis par le Comité québécois pour les jeunes en difficulté de comportement, lequel souligne le travail du personnel scolaire œuvrant auprès d'élèves présentant des difficultés comportementales.

Everard Jean-Baptiste, la mère de Jordan et la directrice adjointe Evelyne Gaudry ont soumis la candidature de la lauréate. Ces extraits du dossier présenté au jury témoignent de la qualité du travail de la pédagogue.

«Depuis plus de 15 ans, Brigitte Assaf œuvre en tant qu'enseignante dans une école spécialisée accueillant des élèves possédant un diagnostic de trouble du spectre de l'autisme associé à une déficience intellectuelle moyenne. La majorité des élèves qui ont croisé son chemin présentent aussi d'autres diagnostics tels qu'un trouble grave du comportement.»

«Même en pleine tempête, elle sait offrir une présence réconfortante et bienveillante à ses élèves.»

«Elle passe du temps à apprendre à les connaître, à tisser un lien de confiance, à comprendre leurs forces, leurs défis et leurs déclencheurs potentiels. C'est une femme toujours à l'écoute qui sait facilement faire ressentir à ses élèves à quel point, ils sont importants pour elle.»

«Elle reconnaît et valorise les progrès, même les plus petits, et fournit un soutien individualisé pour aider les élèves à surmonter les obstacles. Ses élèves sont toujours au cœur de ses actions et de ses décisions.»

«Une des grandes forces de Brigitte est qu'elle sait établir une communication ouverte et efficace avec les élèves, leurs familles, les autres membres du personnel et les partenaires externes provenant du milieu de la santé.»

«Depuis plusieurs années, elle agit en tant que mentore/ressource pour ses collègues. Elle sait accueillir les nouveaux membres du personnel enseignant et les stagiaires, partager ses connaissances, réfléchir avec elles et eux, les accompagner, les modéliser, etc.»

«Même si nous savons que Brigitte ne pense même pas à la reconnaissance, elle mérite ce prix, parce que, comme tout le monde, elle a 24 heures dans une journée, une famille et une vie à l'extérieur du travail, mais surtout d'autres élèves.»

Pour plus d'information

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ETCHEMIN
Les élèves du parcours profil métal font l'essai de leurs dune buggys

21 juin 2024



C'est le vendredi 31 mai dernier, au centre de formation des Bâtisseurs, qu'avait lieu le grand dévoilement des projets des élèves du profil métal.

C'est avec fierté que les jeunes ont présenté leur projet de dune buggy sur lequel ils ont travaillé pendant la dernière année scolaire. C'est en équipe qu'ils ont fabriqué le véhicule sur une période de 375 heures. De plus, ils ont eu l'immense plaisir de faire des essais extérieurs pour profiter du résultat de leurs efforts et de leur persévérance.

Les élèves, provenant de différentes écoles secondaires, ont développé différentes compétences reliées au travail de fabrication métallique : fabriquer et souder des composantes de l'habitacle, installer un moteur et sa transmission, ajuster les éléments de suspension et de direction et utiliser des équipements de fabrication métallique et de peinture automobile.

Ces élèves ont vécu une expérience d'apprentissage et de développement concrète et stimulante, et ce, tout en développant également des compétences de savoir-faire et de savoir-être.

La concrétisation de ce projet a fait naître des passions et grâce à ce type de parcours, qui alterne études et travail, les jeunes sont motivés à faire d'autres formations ou à poursuivre vers des alternatives motivantes pour eux.

Lors de la journée, ce sont des regards remplis de fierté que nous avons pu voir sur leur visage. C'est l'aboutissement d'un travail de longue haleine.

Toute l'équipe du centre de formation des Bâtisseurs et de la direction générale du Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin tiennent à féliciter les élèves qui terminent leur parcours avec persévérance et fierté.

Le gouvernement du Québec confirme la poursuite de son Offensive de formation en construction en charpenterie-menuiserie

21 juin 2024, 07 h 00





Mise à jour : 21 juin 2024, 07 h 17

Publié par : [Cabinet du ministre de l'Éducation \(https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr\[filter\]\[\]=cabinets_et_pm:277\)](https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr[filter][]=cabinets_et_pm:277)

En collaboration avec : [Cabinet de la ministre de l'Emploi et ministre responsable de la région de la Côte-Nord \(https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr\[filter\]\[\]=cabinets_et_pm:4288\)](https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr[filter][]=cabinets_et_pm:4288), [Cabinet du ministre du Travail et ministre responsable de la région de la Mauricie et de la région du Nord-du-Québec \(https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr\[filter\]\[\]=cabinets_et_pm:4290\)](https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr[filter][]=cabinets_et_pm:4290)

Éducation ([https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr\[filter\]\[\]=themes:169](https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr[filter][]=themes:169))

Partager

 (<https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/le-gouvernement-du-quebec-confirme-la-poursuite-de-son-offensive-de-formation-en-construction-en-charpenterie-menuiserie-56918#>)  (<https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/le-gouvernement-du-quebec-confirme-la-poursuite-de-son-offensive-de-formation-en-construction-en-charpenterie-menuiserie-56918#>)  (https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/le-gouvernement-du-quebec-confirme-la-poursuite-de-son-offensive-de-formation-en-construction-en-charpenterie-menuiserie-56918#)  (<https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/le-gouvernement-du-quebec-confirme-la-poursuite-de-son-offensive-de-formation-en-construction-en-charpenterie-menuiserie-56918#>)

QUÉBEC, le 21 juin 2024 /CNW/ - Le gouvernement du Québec poursuit ses efforts pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée dans le domaine de la construction et souhaite former environ 1 500 personnes supplémentaires en charpenterie-menuiserie grâce à la formation de courte durée développée dans le cadre de l'Offensive de formation en construction. C'est ce qu'ont annoncé aujourd'hui le ministre de l'Éducation, M. Bernard Drainville, la ministre de l'Emploi, M^{me} Kateri Champagne Jourdain, et le ministre du Travail, M. Jean Boulet.

Tel que confirmé dans le budget 2024-2025, une somme de 111 millions de dollars a été prévue pour rehausser l'offre de main-d'œuvre dans le domaine de la construction, notamment par le déploiement d'une seconde cohorte en charpenterie-menuiserie. Un soutien de 750 \$ par semaine sera offert aux élèves durant leur parcours. Les formations commenceront entre juillet et septembre. Les personnes formées pourront obtenir leur diplôme au plus tard au printemps 2025 et intégrer les chantiers par la suite. Plus de 40 centres de formation professionnelle dans chaque région du Québec offriront cette formation de courte durée, qui mènera à une attestation d'études professionnelles. Des lettres de motivation seront également demandées aux candidats qui voudront s'inscrire.

Rappelons qu'en octobre dernier, le gouvernement a lancé des formations de courte durée, allant de quatre à six mois, pour les métiers suivants : charpentier-menuisier ou charpentière-menuisière, opérateur ou opératrice de pelles et d'équipement lourd, ferblantier ou ferblantière ainsi que frigoriste. Les mesures incitatives pour les quatre DEP liés aux formations de courte durée, de même que l'augmentation des capacités de formation menant aux DEP en électricité et en plomberie et chauffage étaient aussi une mesure de l'annonce.

Grâce à cette première phase de l'Offensive de formation en construction, et selon les données actuelles, près de 4 500 personnes pourraient obtenir leur diplôme lorsque les cohortes des AE des DEP seront terminées.

Citations :

« L'engouement important envers les formations de courte durée qui ont été créées à l'automne montre que beaucoup de gens souhaitent obtenir une attestation d'études professionnelles dans le domaine de la construction. C'est pourquoi on va de l'avant avec une nouvelle cohorte en charpenterie-menuiserie, où les besoins sont particulièrement importants. J'aimerais remercier l'ensemble des équipes qui travaillent dans les centres de formation professionnelle. Vous avez su vous adapter afin d'offrir des formations solides et de qualité. C'est toute l'économie du Québec qui en profite! »

Bernard Drainville, ministre de l'Éducation et ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches

« La formation et le rehaussement des compétences sont au cœur de nos efforts en matière d'emploi et le succès de l'Offensive formation en construction montre qu'il s'agit d'une approche porteuse pour l'économie du Québec. Pour l'industrie de la construction comme pour bien des secteurs, une main-d'œuvre bien formée est essentielle pour assurer une productivité accrue et un travail de qualité. C'est une bonne chose de continuer sur cette lancée en soutenant financièrement les Québécois prêts à entrer dans ce métier en forte demande sur les chantiers de construction. »

Kateri Champagne Jourdain, ministre de l'Emploi et ministre responsable de la région de la Côte-Nord

« Le prolongement de l'Offensive formation pour la charpenterie-menuiserie et les efforts pour développer l'alternance travail-études sont une preuve de plus de l'engagement du gouvernement envers le secteur névralgique de notre économie qu'est la construction. D'ailleurs, l'adoption récente par l'Assemblée nationale du Québec de la *Loi modernisant l'industrie de la construction* en est un exemple concret. En pouvant compter sur un plus grand nombre de travailleuses et travailleurs formés et en évoluant dans un secteur plus efficace et productif, l'industrie sera mieux équipée pour répondre aux besoins de la population québécoise au cours des années à venir. »

Jean Boulet, ministre du Travail et ministre responsable des régions de la Mauricie, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec

Faits saillants :

- Étant donné les importants besoins et les capacités supplémentaires des centres, une deuxième cohorte en charpenterie-menuiserie a été lancée dans les différents centres de formation professionnelle qui ont participé à la première vague, permettant notamment aux candidats déjà sur les listes d'attente d'être priorisés pour les inscriptions.
- L'Offensive formation en construction s'inscrit dans le cadre de l'Opération main-d'œuvre, qui a contribué jusqu'à maintenant à l'arrivée de plus de 21 000 personnes dans l'industrie au cours des deux dernières années.

Liens connexes :

- Pour en savoir plus sur les formations offertes et comment s'y inscrire: [Québec.ca/emplois-construction](https://quebec.ca/emplois-construction).

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA

Jean-Benoît Mercier nommé agent de développement - Sport étudiant

25 juin 2024

Le directeur général, monsieur Yannick Roy, annonce la nomination de monsieur Jean-Benoît Mercier au poste d'agent de développement pour le Mouvement Kodiak, ainsi que pour l'école secondaire d'Amos. Monsieur Mercier se démarque par son dynamisme hors pair et ses capacités relationnels auprès des jeunes athlètes. Son entrée en fonction était le 22 mai 2024.



Monsieur Mercier possède un diplôme d'études collégiales (DEC) en Techniques d'intervention en délinquance du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue obtenu en 2020. Il complète par la suite un baccalauréat en intervention sportive de l'Université Laval obtenu en 2023.

Monsieur Mercier débute sa carrière professionnelle à l'automne 2023 à titre d'agent de développement pour la Fédération Québécoise d'Ultimate. Il assure, par ce rôle, la responsabilité de programmes d'initiations à l'ultimate et de décisions stratégiques pour le développement à l'échelle provinciale. Notons qu'il a également occupé le rôle d'éducateur spécialisé à l'école secondaire de Rochebelle dans la ville de Québec suite à l'obtention de son DEC en Techniques d'intervention en délinquance auprès des élèves au printemps 2022 jusqu'à la fin de l'année scolaire de cette même année. Il a également été entraîneur d'ultimate de l'automne 2021 jusqu'à tout récemment avant son retour en région.

Voici les principaux défis qu'aura à relever monsieur Mercier à titre de d'agent de développement au Sport étudiant :

- Prévenir les comportements non désirés pour l'ensemble des athlètes (intimidation, civilité, violence, etc.) en développant des ateliers et des opportunités de rencontres interactives ;
- Collaborer au développement du comité éthique en aidant à la création d'outils complémentaires (entraîneurs et parents) ;
- Participer à la communication sur les réseaux sociaux et la visibilité du Mouvement Kodiak ;
- Assurer le rôle de responsable pédagogique pour tous les élèves athlètes qui font partie de la structure sport-études ou de la concentration sportive ;
- Développer l'offre d'accompagnement, du tutorat, etc. pour les élèves athlètes ;
- Collaborer à divers projets en lien avec les saines habitudes de vie (plan génération sans fumée, table des services complémentaires, projets CISSAT) ;
- Être présent et collaborer aux événements sportifs ;
- Développer l'offre d'activités pour le secteur primaire et en assurer le développement.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire Harricana

341, rue Principale Nord

Amos Québec

Canada J9T 2L8

🌐 www.csharricana.qc.ca

JOURNÉE NATIONALE DES PEUPLES AUTOCHTONES

Pour une troisième édition, la CSQ récompense la persévérance scolaire de quatre jeunes autochtones

25 juin 2024

Depuis maintenant trois ans, la Journée nationale des peuples autochtones est un moment privilégié pour la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) afin de mettre en valeur l'apport exceptionnel des Autochtones à la société québécoise. « Par cette initiative, nous souhaitons participer à la célébration des cultures autochtones et contribuer à en apprendre davantage sur leurs réalités », fait valoir la vice-présidente de la CSQ, Anne Dionne.

C'est dans ce contexte de rapprochement avec les peuples autochtones et leurs cultures que l'idée de créer des bourses de persévérance scolaire pour les jeunes autochtones a fait son chemin depuis quelques années.

Les bourses autochtones

« Nous croyons fermement que la lutte contre les inégalités passe par l'éducation. La Centrale et ses quatre fédérations du réseau scolaire, soit la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ), la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) et la Fédération du personnel de l'enseignement privé (FPEP-CSQ), ont mis sur pied quatre bourses de 750 \$, chacune destinée aux élèves autochtones de troisième secondaire, partout au Québec, parce que nous savons qu'il s'agit d'une période cruciale dans le parcours scolaire des jeunes et que nous souhaitons encourager les efforts qu'ils investissent dans leurs études », de renchérir Mme Dionne.

Les lauréats de 2024

« Comme par le passé, nous avons reçu d'excellentes candidatures d'un peu partout au Québec, mais le choix fut particulièrement difficile cette année pour le comité de sélection. Par le fait même, nous souhaitons remercier tous les intervenants scolaires qui ont appuyé les nombreuses candidatures », ajoute la vice-présidente de la CSQ.

La Centrale est donc fière d'annoncer le nom des lauréates et des lauréats pour cette troisième édition des Bourses de persévérance scolaire autochtone.

Nos sincères félicitations à :

- **Nimstuh Hughboy**

Nimstuh est un Cri d'Oujé-Bougoumou.

Il étudie à l'école Le Filon, à Chapais.

- **Tuukka Angnatuk**

Tuukka est un Inuk de Quaqaq.

Il étudie à l'école Isummasaqqvik.

- **Élodie Robertson**

Élodie est une Innue de Mashteuiatsh.

Elle fait ses études au Pavillon Wilbrod-Dufour d'Alma.

- **Eyaatsia Alaku**

Eyaatsia est une Inuk de Kangiqsujuaq.

Elle fréquente l'école Arsaniq.

Il est possible d'en apprendre davantage sur le parcours de chacun des récipiendaires de cette année et de l'année dernière [ici](#).

Rappelons que les candidatures devaient être déposées avant le 26 avril dernier et respecter les critères d'admissibilité. Un comité de sélection a ensuite procédé à l'évaluation des candidatures. Chaque année, les récipiendaires sont dévoilés le 21 juin.

« C'est un symbole fort pour nous et une façon concrète de souligner la Journée nationale des peuples autochtones. La Centrale milite depuis 50 ans contre la discrimination et pour l'égalité des chances », souligne la vice-présidente de la Centrale.

Une plateforme de sensibilisation

Enfin, rappelons que la CSQ a créé **une plateforme Web de sensibilisation aux cultures et réalités autochtones** pour offrir divers outils et ressources pour mieux comprendre les réalités et les cultures des peuples autochtones et faciliter la collaboration.

Pour plus d'information



**Centrale des syndicats
du Québec**

Centrale des syndicats du Québec (Siège social)

9405, rue Sherbrooke Est

Montréal Québec

Canada H1L 6P3

🌐 www.lacsq.org

Journée nationale des peuples autochtones - Pour une troisième édition, la CSQ récompense la persévérance scolaire de quatre jeunes autochtones



NOUVELLES FOURNIES PAR

Centrale des Syndicats du Québec (CSQ) →

21 juin, 2024, 07:00 ET

MONTREAL, le 21 juin 2024 /CNW/ - Depuis maintenant trois ans, la Journée nationale des peuples autochtones est un moment privilégié pour la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) afin de mettre en valeur l'apport exceptionnel des Autochtones à la société québécoise. « Par cette initiative, nous souhaitons participer à la célébration des cultures autochtones et contribuer à en apprendre davantage sur leurs réalités », fait valoir la vice-présidente de la CSQ, Anne Dionne.

C'est dans ce contexte de rapprochement avec les peuples autochtones et leurs cultures que l'idée de créer des bourses de persévérance scolaire pour les jeunes autochtones a fait son chemin depuis quelques années.

Les bourses autochtones

« Nous croyons fermement que la lutte contre les inégalités passe par l'éducation. La Centrale et ses quatre fédérations du réseau scolaire, soit la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ), la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) et la Fédération du personnel de l'enseignement privé (FPEP-CSQ), ont mis sur pied quatre bourses de 750 \$, chacune destinée aux élèves autochtones de troisième secondaire, partout au Québec, parce que nous savons qu'il s'agit d'une période cruciale dans le parcours scolaire des jeunes et que nous souhaitons encourager les efforts qu'ils investissent dans leurs études », de renchérir Mme Dionne.

Les lauréats de 2024

« Comme par le passé, nous avons reçu d'excellentes candidatures d'un peu partout au Québec, mais le choix fut particulièrement difficile cette année pour le comité de sélection. Par le fait même, nous souhaitons remercier tous les intervenants scolaires qui ont appuyé les nombreuses candidatures », ajoute la vice-présidente de la CSQ.

La Centrale est donc fière d'annoncer le nom des lauréates et des lauréats pour cette troisième édition des Bourses de persévérance scolaire autochtone.

Nos sincères félicitations à :

- **Nimstuh Hughboy**

Nimstuh est un Cri d'Oujé-Bougoumou.

Il étudie à l'école Le Filon, à Chapais.

- **Tuukka Angnatuk**

Tuukka est un Inuk de Quaqaq.

Il étudie à l'école Isummasaqvik.

- **Élodie Robertson**

Élodie est une Innue de Mashteuiatsh.

Elle fait ses études au Pavillon Wilbrod-Dufour d'Alma.

- **Eyaatsia Alaku**

Eyaatsia est une Inuk de Kangiqsujaq.

Elle fréquente l'école Arsaniq.

Il est possible d'en apprendre davantage sur le parcours de chacun des récipiendaires de cette année et de l'année dernière [ici](#).

Rappelons que les candidatures devaient être déposées avant le 26 avril dernier et respecter les critères d'admissibilité. Un comité de sélection a ensuite procédé à l'évaluation des candidatures. Chaque année, les récipiendaires sont dévoilés le 21 juin.

« C'est un symbole fort pour nous et une façon concrète de souligner la Journée nationale des peuples autochtones. La Centrale milite depuis 50 ans contre la discrimination et pour l'égalité des chances », souligne la vice-présidente de la Centrale.

Une plateforme de sensibilisation

Enfin, rappelons que la CSQ a créé **une plateforme Web de sensibilisation aux cultures et réalités autochtones** pour offrir divers outils et ressources pour mieux comprendre les réalités et les cultures des peuples autochtones et faciliter la collaboration.

Profil de la CSQ

La CSQ représente plus de 225 000 membres, dont environ 125 000 font partie du personnel de l'éducation. La CSQ compte 11 fédérations qui regroupent quelque 240 syndicats affiliés; s'ajoute également l'AREQ, l'association qui représente les retraitées et retraités de la CSQ. La CSQ est également présente dans les secteurs de la santé et des services sociaux, des services éducatifs à la petite enfance, du municipal, des loisirs, de la culture, du communautaire et des communications.

X : **CSQ Centrale**

SOURCE Centrale des Syndicats du Québec (CSQ)

Renseignements: Gabriel Danis, Conseiller aux communications et aux relations de presse, Cellulaire : 514 219-1485, Courriel : danis.gabriel@lacsq.org

CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Annonce du Conseil d'Administration concernant le départ de Mme Selena Mell, Directrice générale de l'éducation, du CSFP en août 2024

21 juin 2024

Le Conseil scolaire francophone provincial est attristé d'annoncer la nouvelle que, pour des raisons personnelles, Mme Selena Mell, Directrice générale de l'éducation, retournera dans sa province natale du Québec avant le début des classes en septembre. Bien que le Conseil regrette ce changement, il reconnaît et respecte la nécessité de ce déménagement.

Depuis son arrivée, Mme Mell a plaidé avec force pour le CSFP, tant au sein de la communauté francophone qu'au niveau provincial et au-delà. Les deux dernières années ont été marquées par des défis extrêmes dans le domaine de l'éducation en raison du roulement élevé dans la profession et des pénuries de personnel, tant au niveau provincial que mondial. Mme Mell a montré un dévouement inébranlable, avec son équipe du CSFP, à l'analyse des données, à l'augmentation des opportunités de collaboration et au travail avec diverses agences pour faire avancer les besoins du conseil et sensibiliser aux réalités du CSFP.

Elle a siégé à plus de comités communautaires, de comités gouvernementaux provinciaux et de groupes hors de la province/nationaux que jamais auparavant, offrant une voix et une perspective pour les besoins et les droits des minorités francophones à Terre-Neuve-et-Labrador. Bien qu'il soit difficile de mesurer les efforts individuels, nous pouvons souligner quelques résultats tangibles depuis son arrivée, tels que l'accord du Ministère de l'Éducation pour fournir quatre enseignants flottants aux écoles rurales, le financement pour embaucher quatre nouveaux postes au siège social, et la campagne visant à accroître la visibilité du CSFP, par exemple, à travers des panneaux publicitaires à l'aéroport de St. John's, des infolettres, ou un article dans la revue nationale CASSA mettant en lumière les programmes M-12 et les histoires de réussite.

Parmi les autres réalisations, citons la réorganisation du département des ressources humaines, l'inclusion du personnel de soutien dans la journée de formation provinciale, les visites régulières dans les écoles du CSFP et leurs communautés, la traduction et la mise en œuvre du cours francophone de physique 3204, le travail avec le gouvernement pour modifier le processus de certification des enseignants provinciaux afin d'inclure des exigences spécifiques aux francophones, ainsi que de nouvelles collaborations avec les entités d'immigration provinciales et fédérales.

Bien que cela ne soit pas connu de la communauté, le Conseil est conscient des heures supplémentaires et de la charge de travail assumées par le personnel exécutif du bureau du CSFP durant cette période de deux ans. Le recrutement et la rétention étaient des domaines prioritaires, mais il y avait aussi de nombreuses questions juridiques, politiques, financières et structurelles à traiter simultanément. Malgré les besoins continus de plaidoyer, Mme Mell croyait en l'établissement de relations positives et collaboratives avec les groupes externes et le gouvernement. Le Conseil reconnaît que Mme Mell a fait preuve d'une éthique de travail supérieure et d'un engagement profond à sensibiliser le gouvernement aux besoins et aux questions d'équité au sein de notre système éducatif.

Mme Mell reconnaît les efforts continus nécessaires pour un conseil scolaire minoritaire, mais elle laisse derrière elle un plan pour les prochaines étapes et une offre de soutien futur à la communauté. Nous savons qu'elle manquera au CSFP, mais nous sommes convaincus que les changements et les améliorations de nos systèmes et de nos soutiens se poursuivront. Sa base de connaissances et son expérience nous ont permis de croître, et nous sommes convaincus qu'elle apportera le même niveau d'effort professionnel et de dévouement à son prochain poste, où ses nouveaux collègues et la communauté bénéficieront sans aucun doute de son expertise et de son engagement.

M.Claire tient à remercier sincèrement Mme Mell pour son service exceptionnel à la communauté. « Selena a été un atout important pour la Francophonie de Terre-Neuve-et-Labrador. Elle a fait avancer des dossiers majeurs durant une période ponctuée par des défis de taille. Et elle a tout fait avec un sens d'équité, de transparence, de générosité et d'empathie. J'ajoute que ce fut un privilège ainsi qu'un plaisir de travailler d'épauler à épauler avec elle. Elle nous manquera mais ses accomplissements demeureront. »

Le CSFP procédera aussitôt que possible à trouver un candidat pour remplir le poste, en espérant pouvoir le faire avant le début des classes en septembre.